

(N° 324)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1923.

PROJET DE LOI DÉTERMINANT LE RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ARMÉE (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BOVESSE.

MESSIEURS,

La Commission saisie du projet de loi déterminant le régime linguistique de l'armée s'est d'abord demandé s'il répondait à une nécessité et si la loi du 2 juillet 1913 n'avait pas donné complète satisfaction. Elle a prié M. le Ministre de la Défense Nationale de lui fournir, à ce sujet, quelques explications. Des renseignements qui sont ainsi parvenus à la Commission il résulte que « la loi de 1913 sur l'usage des langues à l'armée a déjà donné d'excellents résultats ». Ceux-ci sont précisés dans des réponses ministérielles annexées au présent rapport.

Pourquoi légiférer, à nouveau, dans ces conditions ?

Le projet de loi fut sans doute déposé dans l'intention de mettre fin à l'inquiétude des mandataires flamands qui ne trouvent pas, disent-ils, dans la loi de 1913 tous leurs apaisements.

Et l'examen du projet actuel où le souci de l'égalité de l'emploi des langues se manifeste, avec un scrupule parfois excessif, semble bien démontrer que M. le Ministre a voulu préciser la loi de 1913. Il l'a aussi étendue.

La double pensée qui paraît avoir présidé à ce travail est que : 1° à tout prix

(1) Projet de loi, n° 128.

Amendements, n° 166, II.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente de la Défense Nationale : MM. PIRMEZ, président, BERLOZ, BUYL, vice-présidents, ERNEST, PIERCO, secrétaires, BOVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAPPE, EKELEERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD, THEELEN, et VANDEMEULENBROUCKE;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. DE KERCHOVE D'EXAERDE, MATHIEU, POULLET, VAN WALLEGHEM, FISCHER et DESTRIÉE.

il faut conserver une armée unique; 2° que le seul moyen d'y arriver est d'imposer aux gradés quels qu'ils soient la connaissance des deux langues nationales.

Faut-il maintenir l'unité dans l'armée? Inévitablement, la question linguistique, celle du recrutement régional devaient s'opposer; l'adoption du système du recrutement régional apparaissant à certains, au sein de la Commission, comme le seul moyen de résoudre la question linguistique. Un membre estimait, quant à lui, que et l'amalgame et la séparation sont pratiquement incapables de résoudre la question linguistique et que la vérité se place entre les deux extrêmes. Il déposa une note en ce sens. Elle est jointe au présent rapport. Elle appelle notamment l'attention sur un élément qui « complique encore la question », savoir, la langue allemande.

La désannexion d'Eupen et de Malmédy, ayant ajouté, à ceux que nous avons déjà, un nombre relativement considérable de belges de langue allemande, ne doit-il pas être parlé de trilinguisme à l'armée et non plus seulement de bilinguisme?

La Commission a estimé qu'il serait, en tout état de cause, inopportun de constituer, en ce moment-ci, dans l'armée belge, des unités de langue allemande. Elle a, d'autre part, pris des renseignements quant au nombre de miliciens des pays reconquis ignorant le français. Il est minime. La Commission n'a pas cru, en conséquence, devoir s'arrêter davantage à cette considération.

Et elle a abordé l'examen des articles.

L'article premier qui déclare la connaissance du français et la connaissance du flamand obligatoire pour l'accession au grade de sous-lieutenant, devait nécessairement partager en deux camps les partisans et les adversaires du recrutement régional. L'article fut adopté.

Selon la Commission donc, tous les officiers de notre armée nationale doivent connaître les deux langues.

Le § 1^{er} du chapitre I^{er} du projet traite des obligations imposées aux officiers et aux candidats officiers.

Qu'ils veuillent accéder à ce grade par l'École militaire ou par les cadres, les candidats sous-lieutenants de l'active devront justifier au moment des examens, d'entrée ou préparatoire, d'une connaissance élémentaire de la seconde langue nationale.

Pour être nommés officiers il devront subir une épreuve sur la langue flamande. Elle est définie de façon assez large dans l'article 5 du projet. Elle « comprend un exercice de composition, un exercice de conversation sur la vie du soldat et un exercice oral sur les théories et règlements militaires ».

Cette connaissance n'est ni la connaissance élémentaire dont il s'agit en l'article 2 ni la connaissance approfondie dont va parler l'article 3. L'officier doit pouvoir non seulement expliquer au soldat les règles de son métier (théories et règlements), il doit aussi être à même de converser avec lui.

Le récipiendaire a la faculté, lors de son premier examen (celui dont il s'agit en l'article 2), de subir des épreuves sur la connaissance approfondie des deux

langues. De même, s'il lui convient, il peut se soumettre, en outre, à une épreuve sur l'allemand ou sur l'anglais ou sur le latin.

D'aucuns se sont demandé à quoi rime le latin en l'espèce et si l'étude des langues modernes ne doit pas être privilégiée. Il fut répondu, d'une part, qu'il s'agit d'une simple faculté encouragée par un avantage relatif (art. 24) et que, d'autre part, les humanités constituent pour l'officier, conducteur d'hommes, une excellente préparation ; qu'il convient donc de pousser à leur fréquentation.

L'article 6 est ainsi libellé : « Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables, par analogie, au personnel technique du service des secours. La Commission a demandé des précisions quant à cette dénomination. Il faut entendre par personnel technique du service des secours, les aspirants (sergents), auxiliaires (adjudants), les élèves médecins, élèves pharmaciens et élèves vétérinaires (ayant rang de sous-lieutenants élèves).

L'article 6 prend soin de dire, comme il se conçoit, que l'exercice de conversation sur la vie du soldat, l'exercice oral sur les théories et règlements, les exercices oraux imposés par l'article 5 aux candidats sous-lieutenants, porteront, ici, sur les connaissances spéciales des intéressés.

L'officier ayant subi les épreuves préindiquées lors de son accession au grade de sous-lieutenant, convient-il, au cours de sa carrière, de le soumettre, au point de vue linguistique, à de nouveaux examens.

Le projet imposait aux candidats capitaines, aux candidats majors, aux candidats de l'École de Guerre et aux élèves de cette École supérieures de nouvelles obligations. La Commission a cherché vainement la justification de cette mesure. Elle a estimé que s'il est de stricte justice qu'un officier sache la langue de ses hommes, il n'y a aucune bonne raison pour le contraindre, au cours de sa carrière, à justifier de la connaissance d'une langue dont son devoir quotidien lui imposera l'emploi. Il a paru évident que le contact constant avec la troupe devait améliorer sans cesse le savoir pratique de l'officier. La Commission a pensé que le but à poursuivre n'est point d'exiger du chef au fur et à mesure qu'il s'élève en grade, un bagage littéraire augmenté quant à la seconde langue nationale.

Elle avait admis pourtant que, si le lieutenant devait, pour obtenir sa nomination de capitaine, passer un examen général, on pourrait, au cours de cet examen, l'inviter à justifier de nouveau sa connaissance de la seconde langue.

Des renseignements qui lui sont parvenus, il résulte que cet examen, en régime normal, n'existe pas. En conséquence, elle n'a pas voulu qu'un examen spécialement linguistique fut imposé.

Certains ont essayé de justifier l'épreuve, proposée par l'article 11 du projet, pour les candidats majors par cette considération spéciale : les officiers supérieurs sont destinés à présider les Conseils de guerre.

Il fut répondu à cette observation qu'au Conseil de guerre comme ailleurs, c'est la langue du soldat qu'il s'agit de parler, si l'on ne veut courir le risque de n'être pas compris, donc de mal comprendre et de mal juger ; qu'au surplus, l'armée comportera un nombre tel d'officiers flamands d'origine, ou s'étant con-

formés au prescrit de l'article 3, qu'une répartition judicieuse peut être faite; qu'enfin le statut des Conseils de guerre, le Code pénal militaire et le Code de procédure subissent une revision et qu'il appartiendra éventuellement à la Commission qui la prépare de prendre des mesures utiles pour assurer, grâce à une organisation nouvelle, le respect absolu des droits de chacun en cette matière.

Pour ce qui est des officiers candidats à l'École de guerre ou élèves de cet établissement, la Commission a été très partagée : certains membres estimant que ces officiers, n'ayant plus momentanément avec la troupe de contact, n'étant en rapport qu'avec ses chefs, des connaissances linguistiques spéciales ne s'expliquaient point; d'autres estimaient, au contraire, que cette obligation s'affirmait par cette considération que l'officier d'État-major doit, pour dresser les plans d'opération, entrer en relations avec les autorités, les gens du pays, connaître, en conséquence, parfaitement la langue de la partie du territoire où il est destiné éventuellement à exercer.

Il fut répliqué que l'officier dont s'agit, comme tout officier, ayant justifié des connaissances imposées par l'article 5, cette observation perdait de sa pertinence. On indiqua aussi que certains travaux d'État-major exigent plus de précisions, qu'une erreur peut causer des difficultés graves. C'était perdre de vue que le projet prévoit la constitution dans les États-majors d'un service de traduction (art. 62).

La pensée qui a, en définitive, conduit la Commission à repousser les articles 13 et 14 du projet est qu'il serait hautement regrettable qu'un officier, particulièrement distingué à tous points de vue, fut écarté de l'État-major par le seul fait qu'il ne pourrait justifier d'une connaissance particulière de la seconde langue nationale.

Aussi, la Commission, qui a rejeté le système de l'examen prohibitif, a-t-elle déclaré vouloir manifester sa sympathie à tout projet qui consisterait à instituer, à l'École de guerre, un cours en langue flamande.

Du fait de la suppression des différents examens prévus par les articles 8, 11, 13 et 14 devait résulter évidemment la suppression des articles 9, 10, 12 et 15 du projet.

Le § 2 du chapitre 1^{er} traite des obligations imposées aux gradés subalternes.

S'il se conçoit que l'on puisse exiger d'un jeune homme qui a fait des études moyennes supérieures et, qui, durant plusieurs années, préparera son examen d'entrée à l'école militaire ou l'examen du cadre, un effort qui le mette en état de posséder élémentairement la langue flamande, effort très relatif proportionnellement à son degré d'instruction et aux autres efforts consentis vis-à-vis d'autres matières non moins ardues qu'il doit s'assimiler, il apparaît plus difficile d'en exiger autant d'un primaire.

Or, c'est parmi les primaires que se recrutent, en général, les grades subalternes.

Il serait désirable que tous les gradés connussent les deux langues; des efforts doivent être tentés pour leur donner la possibilité de les apprendre; il faut s'adresser à leur bonne volonté; en fait, aucun d'eux, au bout d'un certain temps,

par le contact incessant, en raison des nécessités mêmes de la vie militaire, ne peut ignorer complètement la seconde langue employée par la troupe.

Mais faire, pour eux, de la seconde langue une matière d'examen, une condition d'avancement, une raison d'exclusion, interdire à des jeunes gens de faire carrière dans les grades subalternes parce qu'ils seraient incapables de réussir des épreuves, au reste mal définies quant à leur programme, organisées aussi de telle sorte que des abus soient à redouter, la Commission n'a pu l'admettre.

Elle a, en conséquence, repoussé les articles 16 à 20 du projet.

Pouvait-elle s'en tenir là? Suffisait-il qu'elle proposât, modifiant quelque peu l'article 45 que des cours fussent institués, cours dont la fréquentation serait facultative, donnés dans chaque corps, service, établissement et organisme de l'armée et où l'on enseignerait les deux langues?

Elle ne l'a pas pensé.

Si d'une part, les sous-officiers et les caporaux ne peuvent, dans son esprit, être soumis à l'obligation de connaître les deux langues nationales, d'autre part les soldats flamands et wallons ne doivent pas courir le risque d'être commandés par des chefs incapables de les comprendre.

Comment concilier ces deux choses contradictoires?

La Commission a cru trouver la solution de ce problème dans un amendement apporté à l'article 44. Nous en parlerons dans un instant, mais, auparavant, il convient, pour la clarté de ce rapport, de signaler que la Commission a adopté les articles 21 à 24 qui fixent les règles fondamentales du régime des épreuves portant sur la connaissance des langues nationales ou qui, en d'autres termes, déterminent l'importance du facteur linguistique dans ces épreuves.

Que, conséquente avec sa façon de faire quant aux examens successifs et progressifs, elle a rejeté les articles 25 à 36 organisant les jurys constitués pour procéder à ces examens et les articles 37 à 42 prévoyant une série de sanctions en cas d'insuccès lors de ces examens.

CHAPITRE II.

Le chapitre II traite du régime linguistique, réglé de manière à assurer l'emploi égal des deux langues dans le service militaire sauf en ce qui concerne les commandements.

Et c'est ici que nous devons parler, plus amplement, de l'article 44, des discussions qu'il a provoquées, des propositions qui ont été faites à ce propos, de l'amendement qui a été adopté :

« Dans les unités, dit l'article 44, les soldats sont répartis pour l'instruction individuelle en classes flamandes et classes françaises dont les instructeurs doivent connaître respectivement la langue flamande et la langue française d'une manière approfondie.

» Pour l'instruction collective les explications, remarques et observations des chefs sont données ou faites en français et en flamand. »

Cet article ne fait, en somme, que consacrer une situation existante. Déjà à l'heure présente l'instruction individuelle se donne de la façon qu'il indique.

Des membres de la Commission se sont demandé si, en maintenant groupés, durant l'entière durée de leur service, les hommes, divisés pour l'instruction individuelle en classes linguistiques, on ne résoudrait pas, *ipso facto*, la question de la non obligation pour les gradés subalternes de connaître les deux langues et celle pour les soldats flamands et wallons d'être commandés par des chefs capables de les comprendre et de se faire comprendre d'eux.

Certes, il ne pouvait manquer d'apparaître qu'il y avait là un danger, un commencement de division de l'armée, cette division que la Commission, dans sa majorité, a repoussée en adoptant l'article premier du projet.

Mais cela n'existe-t-il pas déjà dans une certaine mesure puisque l'instruction individuelle se donne, par groupements séparés, dans chaque compagnie, escadron et batterie. Ce danger est-il bien sérieux?

Le tout est, a-t-il semblé à la majorité des membres de la Commission, de faire en sorte qu'il existe entre ces hommes un lien suffisant.

D'aucun a proposé que la compagnie ou l'unité correspondante soit unilingue. Ce système a été vivement combattu, considéré qu'il était par la plupart comme portant inéluctablement en soi et comme devant amener dans un délai extrêmement rapproché la constitution des régiments flamands et wallons. La compagnie vit sur elle-même. Elle est une sorte de famille, une entité.

Un autre membre a suggéré l'idée de s'arrêter au peloton ou à l'unité similaire suivant les armes.

Ce projet était séduisant en soi et avait l'adhésion de plusieurs membres car le peloton vit dans la compagnie; il n'est pas, en lui-même, dans le régiment, une unité bien tranchée. Un même chef commande plusieurs pelotons; une même administration les régit. Un lien très sûr est noué entre les différents pelotons d'une compagnie.

Une considération a fait hésiter la Commission. La division de la compagnie en pelotons linguistiques conduirait à l'établissement de chambrées complètement flamandes et de chambrées complètement wallones, tandis qu'il apparaît opportun d'unir les soldats des deux parties du pays dans la vie commune de la chambrée.

Est-il impossible matériellement, par une distribution habile des hommes dans les casernes de remédier à cet inconvénient? La question mérite attention.

Toujours est-il que la Commission a préféré ne pas s'arrêter définitivement à l'idée du peloton linguistique.

Elle a alors étudié l'amendement présenté par l'honorable M. Hubin aux fins de compléter l'article 6 du projet de loi de recrutement et elle a cru qu'il pourrait éventuellement trouver sa place dans le projet soumis à ses délibérations.

Il est ainsi conçu : « Les groupes de combat pour l'infanterie ou formations similaires pour les autres armes, seront composés pour chacun d'eux, de miliciens parlant la même langue maternelle.

» Les caporaux et sous-officiers devront connaître la langue du groupe auquel ils sont affectés.

» Les groupes de combat pour l'infanterie ou formations similaires pour les autres armes de l'une et l'autre langue seront répartis par nombre égal dans chaque peloton. »

La Commission a cru difficile de fixer d'une manière précise l'unité inférieure au peloton. Le groupe de combat est une formation récente, peut-être momentanée.

C'est pourquoi hésitant à adopter le peloton, ne pouvant adopter le groupe de combat, pour les raisons respectives qui viennent d'être dites, elle s'est finalement ralliée à l'amendement suivant :

« Dans les compagnies ou unités similaires, les soldats sont répartis pour l'instruction individuelle en classes linguistiques. Les instructeurs doivent connaître la langue de leurs soldats d'une manière approfondie.

» Les hommes demeureront dans l'un de ces groupement ainsi constitués durant leur service militaire.

» Les explications, remarques et observations collectives seront données ou faites à la compagnie ou unité similaire dans les différentes langues employées par les classes linguistiques qui la composent. »

On peut évidemment redouter que l'amalgame des flamands et wallons souffre dans une certaine mesure du vote éventuel de ce nouvel article par la Chambre et une voix s'est élevée, en ce sens, au sein de la Commission. On peut aussi croire que l'adoption de cet amendement permettant de ne pas faire peser la contrainte linguistique sur les gradés subalternes et donnant cependant toute garantie aux soldats quant à l'emploi de leur langue maternelle par leurs chefs, éviterait ce mal pire que serait la dislocation de notre armée nationale en deux armées.

C'est dans cet esprit que la Commission a voté l'amendement et qu'elle propose à la Chambre son adoption.

La Commission a, comme nous l'avons dit précédemment, admis, suivant l'article 45, modifié par elle, l'organisation dans les corps, services, établissements et organismes de l'armée, de cours à fréquentation facultative, groupant les gradés dont la langue maternelle est respectivement le français et le flamand, étant entendu que, dans chaque catégorie de classes, on enseignerait le français et le flamand.

Elle n'a pas cru utile de maintenir pareille organisation pour le département de la Défense Nationale; elle a estimé qu'il s'agissait là d'un cadre tout à fait spécial bien plus constitué, en fait, d'employés que de militaires et que les considérations qui justifient les mesures prévues par l'article 45 amendé pour l'armée en général perdraient toute pertinence en ce cas particulier.

De même, elle a rejeté l'article 46 qui donnait aux chefs de corps, services, etc., le droit, en cas de pénurie de gradés appartenant à un des deux groupes linguistiques d'assurer l'instruction ou le service dans la langue de ce groupe, grâce à des gradés de l'autre groupe auxquels on eût fait suivre des cours spéciaux et auxquels eût assuré une priorité pour la nomination au grade supérieur.

Le § 6 du chapitre II du projet a pour objet les établissements d'instruction.

Il se divise en trois parties, la première, sub. litt. A, qui indique les prescriptions applicables à toutes les écoles; la seconde, sub. litt. B, qui indique les prescriptions particulières relatives aux écoles pour la formation et le perfection-

nement des gradés subalternes ; la troisième, sub. litt. C, qui a trait aux écoles de pupilles.

La loi de 1913, dans ses articles 11, 12 et 13 combinés, disait déjà que, dans les établissements d'instruction de l'armée, la seconde langue nationale serait enseignée d'une manière approfondie et que, dans toutes les classes, les règlements et les théories seraient enseignés en français et en flamand.

Ces principes sont développés et précisés dans le nouveau projet de loi, articles 47 à 60. La Commission a cru devoir se rallier au texte proposé.

Elle n'eut pas admis, qu'à l'entrée dans les écoles instituées pour le recrutement des cadres inférieurs de l'armée, on eût imposé une épreuve linguistique ; elle a écarté pour les gradés subalternes, répartis dans les unités, l'obligation des examens progressifs et successifs en matière linguistique. Mais dans les écoles de l'armée, elle a entendu que l'étude des deux langues nationales fut poursuivie. Elle a pensé pouvoir imposer aux élèves de ces écoles un effort d'ordre patriotique. Il leur appartiendra de consacrer, par un peu de bonne volonté, l'unité de l'armée et celle de la patrie à la fois.

La Commission a cru devoir écarter le § 4 de l'article 58. S'il se conçoit que l'on veuille, par souci d'égalité, doter le pays d'un nombre égal d'écoles de pupilles, à régime français et à régime flamand, ayant respectivement le français et le flamand comme langue véhiculaire, c'est pousser vraiment trop loin ce souci que de décider que le nombre des élèves nouveaux à admettre annuellement dans les écoles des pupilles du degré primaire et du degré moyen sera le même dans les écoles à régime français et dans les écoles à régime flamand.

Les nécessités du recrutement, les demandes d'entrée peuvent, d'année en année, varier pour l'une ou l'autre partie linguistique de la nation. Il semble qu'il suffise amplement, pour donner satisfaction aux plus difficiles, de limiter le souci de l'égalité au nombre des écoles et non au nombre des élèves.

Le § 7 du chapitre II comprenant l'article 61 du projet n'a pas trouvé grâce devant la Commission ; elle a vu, dans son rejet, un moyen de réaliser la politique d'économie et de compression de dépenses que poursuit le Gouvernement en ces heures difficiles. Il lui a paru inutile d'établir à côté des organismes réguliers, qui existent et qui suffisent, un nouveau service de contrôle.

Le § 8 a pour but la création d'un service de traduction dans les états majors des grandes unités de l'armée. Il en fut précédemment question. Des traducteurs peuvent, en outre, être attachés, suivant les besoins, à des corps, établissements, organismes ou services relevant de l'armée.

Les articles 62 et 63 ont été adoptés.

Le § 9 règle l'emploi des langues dans les rapports avec la troupe, le public, les autorités administratives. Les articles 64 et 65 sont, en somme, la reproduction des articles 14 et 15 de la loi de 1913. Il n'est d'ajoute réelle que dans le second paragraphe de l'article 65 qui ordonne que les communications verbales de toute nature faites à la troupe soient formulées successivement et sans inter-

ruption dans les deux langues nationales, notamment lors des remises de drapeaux et de décorations.

Quant à l'article 66, il renvoie les autorités militaires, pour leurs correspondances avec les autorités administratives, aux dispositions de la loi du 31 juillet 1921, concernant l'emploi des langues en matière administrative.

Ces articles ont été adoptés.

CHAPITRE III.

Dispositions générales.

L'article 67 commence comme suit : « Les dispositions de la présente loi concernant les diverses catégories de militaires sont applicables suivant les cas... »

Viennent ensuite sub litteris *a*, *b* et *c* l'indication des différentes catégories de militaires.

La Commission s'est ralliée à ce texte, mais elle n'a pu dépasser le littera *c*, car le paragraphe qui la suit immédiatement tombe du fait du rejet de l'article 17 et les litteras *d* et *e* concernent des civils.

Elle a estimé inutile d'imposer à tous les fonctionnaires et employés appartenant à l'armée, assimilés ou non au rang d'officier, les prescriptions d'une loi dont le but ne peut être de favoriser le bilinguisme en soi, mais de l'organiser dans la mesure où il est indispensable à la vie et à l'unité de l'armée nationale.

Ayant supprimé les deux derniers alinéas de l'article 67, la Commission devait, *ipso facto*, biffer du projet l'article 68.

Le premier paragraphe de l'article 69, réplique de l'article 13 de la loi de 1913, fut adopté sans discussion. Le second paragraphe devait disparaître, les articles 13 et 14 n'ayant pas été votés.

Les deux derniers articles du projet ne pouvaient soulever de discussion.

Tel est le résultat de l'examen auquel votre Commission s'est livrée.

L'ensemble du projet fut rejeté par 5 voix contre 5 et une abstention.

Les amendements auxquels la Commission avait donné son assentiment sont reproduits au tableau ci-joint.

Le Rapporteur,
FRANÇOIS BOVESSE.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

ANNEXE I.**LA QUESTION DES LANGUES A L'ARMÉE.****NOTE DE M. DESTRÉE.**

C'est bien autre chose que la question des langues à l'Université de Gand. Elle intéresse un nombre bien plus considérable de nos compatriotes et doit être étudiée avec un soin spécial.

Une première considération domine le débat : cette question doit être examinée en fonction de la question militaire, c'est-à-dire de la force de l'armée. Quelque désirable qu'il soit de rendre le service militaire le moins lourd possible, il faut ne jamais oublier que le soldat est fait pour l'armée et non l'armée pour le soldat. Le but à atteindre, dès qu'on reconnaît la nécessité d'une armée, est d'en avoir une aussi forte que possible. Dès lors, au point de vue de la nation, un général qui gagnera la bataille sans connaître le flamand sera toujours très supérieur à un général bilingue qui la perdra.

Deux systèmes se trouvent, théoriquement en présence, celui de l'amalgame et celui de la séparation. Tous deux résolvent la question linguistique. Dans l'amalgame, tout le monde parlera les deux langues nationales ; dans la séparation, chacun parlera la langue de son choix.

Fort bien. Mais ce sont là deux systèmes théoriques. Et dès qu'on songe aux faits, on reconnaît ces systèmes inapplicables. Personne ne songe à créer deux armées entièrement séparées et ceux qui vont le plus loin dans cette voie admettent la nécessité d'un personnel de liaison bilingue. De même personne ne croit à la possibilité de transformer par décret tous les Belges en bilingues et ceux qui vont le plus loin dans cette voie admettent que l'instruction des soldats doit se faire par groupes séparés, soit en français, soit en flamand, nécessité évidente puisque le bilinguiste le plus forcené ne peut tout de même pas arriver à parler deux langues simultanément !

La vérité est donc entre les deux extrêmes, comme il arrive souvent. Et la bonne solution sera celle qui appliquera le mieux aux réalités ce qu'il y a de raisonnable dans les deux théories.

Je persiste à croire que le recrutement régional avec des régions tenant compte de la frontière linguistique est le moyen le plus simple et le plus pratique de parer, pour la masse de l'armée, à toutes les difficultés résultant de la différence des langues. Chaque soldat reste ainsi tout naturellement dans son milieu, il trouve autour de lui, des compagnons, au-dessus de lui, des chefs, qui parlent sa langue et qui le comprennent.

Le recrutement du cadre inférieur se fait sans complication, et les choix sont

dictés par les qualités et les aptitudes, sans qu'on ait à s'inquiéter de la langue. La cohésion des troupes ainsi réunies est portée à son maximum, et la nécessité du personnel de liaison réduite au minimum.

Mais, bien que réduite, elle subsiste, puisque répétons-le nous ne voulons pas aboutir à la création de deux armées distinctes. A certains moments, il faudra réunir les unités françaises et les unités flamandes, et il faudra alors, ou consacrer la suprématie d'une langue sur l'autre, ou recourir à un certain bilinguisme.

Le recrutement régional n'exclut donc pas absolument le bilinguisme; mais il limite son champ d'action à ce que la nation peut fournir, sans effort, sans contrainte, par l'utilisation naturelle des bilingues existants tandis que le bilinguisme intégral, tel que le formule le projet Devèze, se heurte à des impossibilités pratiques.

Lorsque les statistiques nous enseignent que 40 % de la population ne parle que le flamand, et 40 % que le français, il est déraisonnable de décréter que tous les caporaux devront parler les deux langues. On peut le décréter sans doute, mais il ne faudra pas un an pour s'apercevoir qu'on n'a plus, en nombre suffisant, des caporaux capables. On en sera réduit à prendre des imbéciles parce qu'ils seront bilingues. La majorité sera flamande, parce que c'est chez les flamands qu'il y a le plus de bilingues. Les wallons seront mécontents d'être commandés par les flamands. Résultat : on aura affaibli l'armée.

Tout bilinguisme obligé lèse et irrite les Wallons.

La démonstration en a été faite cent fois; à supposer que l'effort à faire pour acquérir une seconde langue soit identique dans tous les cas, il est certain que le Flamand qui apprend le français s'ouvre de vastes horizons, tandis que le Wallon qui apprend le flamand, ne s'enrichit que dans une si faible mesure qu'elle ne compense pas l'effort qu'il a dû faire.

Le bilinguisme est pour les Wallons insupportable. Ceux qui parlent à tort et à travers de l'unité nationale feraient bien de réfléchir un peu à ce point de vue.

Il convient de n'y recourir qu'avec une extrême prudence et dans les cas de nécessité bien démontrée.

Ce qui complique encore la question et achève la condamnation du bilinguisme, c'est la langue allemande. Avant la guerre, dans un certain nombre de communes des arrondissements de Verviers et d'Arlon, on parlait allemand. Proportion infime et toujours négligée.

Mais depuis la désannexion des cantons d'Eupen et de Malmédy, la proportion n'est plus infime. Et nous commettrions une folie en essayant de dégermaniser par la contrainte ces Belges de fraîche date. Il faut donc penser à eux et leur reconnaître les mêmes droits qu'aux Flamands et aux Wallons. Dès lors, ce n'est pas le bilinguisme, mais le trilinguisme qu'implique nécessairement le système de l'amalgame. Un homme ayant sa tête peut-il s'imaginer trouver assez de caporaux connaissant les trois langues nationales? •

Le projet Devèze doit donc être abandonné.

Au surplus, ce projet sorti tout armé des bureaux de la Défense nationale, semble avoir oublié une chose pourtant d'importance : c'est que nous avons déjà une loi sur l'emploi des langues à l'armée, celle du 2 juillet 1913.

L'expérience a-t-elle démontré qu'elle était mal faite ou insuffisante? On ne nous l'a pas encore dit. Dans ces conditions, avant de la condamner en bloc et de la supprimer d'un trait de plume, la bonne méthode ne serait-elle pas d'examiner seulement s'il n'y a pas lieu de l'amender?

Cette loi, due à M. de Broqueville, a déjà suscité en 1913, d'assez vives résistances de la part des Wallons. Ceux-ci, en l'acceptant comme base d'une nouvelle discussion, font preuve d'un esprit de conciliation et du désir, quoi qu'on ait dit, de contribuer au maintien de l'unité nationale.

Cette loi vise d'abord (art. 1 à 9), les examens à l'École militaire, le service de santé (art. 20), les écoles pour la préparation des cadres inférieurs (art. 11 à 13) et enfin (art. 14-16), l'emploi des langues dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

Quant aux examens de l'école militaire, nous manquons de renseignements. N'y aurait-il pas lieu tout d'abord de demander au Ministre un rapport sur les résultats actuels de la loi de 1913 et les conclusions à tirer de l'expérience? Au surplus, ces détails d'examen sont-ils bien d'ordre législatif et ne conviendrait-il pas de donner à l'exécutif mission de les régler? Le latin (art. 3), ne semble pas indispensable pour la guerre moderne.

L'essentiel est de donner à cet exécutif une indication générale claire et précise. Je suppose que le but poursuivi en 1913 était de donner à nos officiers la connaissance des deux langues nationales. Il importerait d'abord de savoir si ce but a été atteint. Y a-t-il encore dans l'armée des officiers ne connaissant qu'une langue? On pourrait réclamer cette statistique. Si oui, l'équité commande comme cela a été fait dans la loi administrative, une disposition transitoire portant que la législation nouvelle ne portera aucune atteinte aux droits des officiers actuels.

Il importerait ensuite de déterminer à partir de quel grade on exigerait la connaissance des deux langues. Il me paraît qu'il serait suffisant de commencer au capitaine.

Et la disposition législative pourrait être alors rédigée ainsi :

A partir du 1^{er} janvier 1925, nul ne sera nommé au grade de capitaine s'il ne justifie d'une connaissance suffisante des deux langues nationales et d'une connaissance élémentaire de la langue allemande.

Si l'on me demande ce que j'entends par ces qualificatifs, je les définis comme suit : la connaissance sera suffisante si le candidat peut s'entretenir aisément avec les soldats flamands ou wallons, non seulement de toutes les questions se rattachant au service, mais encore des questions intéressant la vie normale du soldat. Je ne crois pas nécessaire que le capitaine soit capable d'exposer ou de rédiger des dissertations scientifiques, philosophiques ou esthétiques. La connaissance

sera élémentaire lorsque l'aspirant capitaine pourra comprendre un soldat de langue allemande ou se faire comprendre de lui, pour les affaires de service.

Quant à la constatation de ces degrés de connaissance, je laisserais au Ministre le soin de la régler; toute réglementation législative étant superflue, puisque en pareille matière, seule compte la manière dont se fait l'application.

Enfin, une fois constatée, très sérieusement, au début de la carrière, l'aptitude bilingue, je ne m'en occuperais plus pour l'accession aux grades supérieurs. L'idée d'examens linguistiques de difficultés proportionnées à l'importance du grade est bouffonne et aboutirait, si elle était adoptée, à un Etat Major qui connaîtrait les langues mieux que la science militaire.

Ce que j'admets, oh! sans enthousiasme, mais comme une nécessité militaire nationale, pour les gradés supérieurs, qui font carrière dans l'armée, je le repousse énergiquement pour les soldats et les gradés inférieurs qui donneront à l'armée six ou dix mois de service continu.

Ici, la règle dominante me paraît la règle pédagogique : *L'instruction des soldats se fait dans leur langue maternelle.*

A cet effet, je propose de laisser aux autorités militaires le soin de former des groupes, plus ou moins importants selon les circonstances, de soldats de même langue et de confier le commandement immédiat de ces groupes à des caporaux et sergents pris dans l'intérieur du groupe. Ceux-là ne devront, par conséquent, parler que la langue de leur groupe. C'est le principe excellent de l'amendement Hubin.

Son application peut être compliquée si l'on prétend amalgamer les troupes; elle résulte de la nature des choses dans l'hypothèse du recrutement régional.

Quant aux *Écoles de pupilles*, j'estime, pour les raisons que j'ai dites précédemment, qu'elles doivent se préoccuper de former un certain nombre de gradés inférieurs et d'instructeurs connaissant l'allemand. Même, si on transporte à Bruges les recrues d'Eupen et de Malmédy, il faut leur parler leur langue.

Il y a, enfin, les communications à la troupe, au public et aux autorités. Si l'on écoutait le seul bon sens, on dirait : *Les communications se font dans la langue de ceux auxquels elles sont adressées. Une traduction y est jointe lorsque les circonstances paraissent en indiquer l'utilité.* Il est, en effet, absurde de faire, par amour de la symétrie nationale, des communications en français et en flamand, « les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre » dans un village de Campine, en flamand et en français aux environs de Chimay. Simplifions et économisons! Voyez verbo : « Compression des dépenses! »

L'article 16 (rapport avec les autorités administratives) semble devoir, sinon disparaître, tout au moins être mis en concordance avec la loi du 31 juillet 1921, en attendant qu'on revise celle-ci.

Mais je crois opportun de relever un exemple du pharisaïsme de l'indignation qui transporte certains nationalistes au seul mot de séparation administrative

appliqué d'ailleurs à tort et à travers. Ils se refusent à voir les faits tels qu'ils sont, c'est-à-dire à distinguer en Belgique un régime de langue française et un de langue flamande. Or, cette distinction existe dans nos lois. Hypocritement, mais elle existe. On n'a pas osé dire : région flamande, mais on en a donné une définition : « Dans les provinces d'Anvers, des Flandres, du Limbourg ainsi que dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles ». Définition qui se retrouve dans d'autres lois et est d'ailleurs empirique. On n'a pas osé dire : région wallonne, mais on l'a désignée par cette mention humiliante : « le restant du pays » ! Quand donc aurons-nous la probité d'appeler les choses par leur nom, sans détours, et de reconnaître qu'au point de vue des langues, il y a en Belgique des communes à qui convient le régime du français, sinon exclusif, du moins principal, des communes à qui convient le régime du flamand, sinon exclusif, du moins principal et que le régime bilingue est adéquat à la seule agglomération bruxelloise ? Quand donc aurons-nous le courage de ne pas biaiser avec les faits, et après avoir défini ces trois régimes, respecterons-nous la liberté de choisir celui qu'on préfère ?

Ainsi la question des langues à l'armée, comme à l'Université, comme pour l'inspection des mines, comme pour les mille domaines où elle apparaîtra encore, se lie à un problème d'ensemble.

Il y a enfin la question des langues dans la justice militaire. Elle est réglée par un arrêté-loi du 2 octobre 1918 qu'il conviendrait de reviser.

La justice militaire étant uniquement répressive, il me paraît que les principes à consacrer se résument en ceci : *La langue à employer devant les juridictions militaires est celle choisie par l'accusé.*

Et en attendant que tous les accusés trouvent des juges comprenant les deux langues, admettre à titre de mesure transitoire, la faculté de déroger aux règles de la compétence territoriale et de renvoyer la cause devant une juridiction comprenant la langue de l'accusé.

JULES DESTREE.

ANNEXE II.**Réponses du Gouvernement aux questions posées par la Commission spéciale.****Question.**

Que faut-il entendre (art. 6 du projet n° 125) par personnel technique du service des secours. Il s'agit bien des membres du service de santé et du service vétérinaire?

Réponse.

Il faut entendre par personnel technique du service des secours, les aspirants (sergents) auxiliaires (adjudants) et les élèves médecins, élèves pharmaciens et élèves vétérinaires (ayant rang de sous-lieutenants élèves).

Ce personnel est rattaché :

- a) Médecins et pharmaciens à la section des hôpitaux.
- b) Vétérinaires à la section des infirmeries vétérinaires.

Question.

Quel est le grade exact des auxiliaires du service de santé, article 6 du projet de loi?

Réponse.

Actuellement les auxiliaires du service de santé sont assimilés aux adjudants.

Question.

ART. 8. — Y a-t-il encore un examen pour l'accession au grade de capitaine? Sur quoi porte-t-il? Cet examen est-il imposé aux seuls officiers ayant acquis leur grade pendant la guerre ou immédiatement après celle-ci? Ou bien cet examen est-il imposé en régime normal aux candidats capitaines?

Réponse.

ART. 8. — Il existe un examen pour l'accession au grade de capitaine des officiers nommés pendant ou depuis la guerre sans avoir satisfait aux épreuves normalement exigées (examen de sortie de l'École militaire ou examen A).

Cet examen comporte une épreuve préparatoire d'ordre scientifique et littéraire (français, flamand, histoire, géographie, mathématiques) et une épreuve définitive d'ordre professionnel (artillerie, fortification, topographie, organisations et règlements militaires).

Cet examen a donc un caractère provisoire et ne doit plus subsister en régime normal.

A titre de renseignement, il a existé avant la guerre une épreuve spéciale, appelée examen B, qui était imposée pour l'accession au grade de commandant à tous les officiers d'infanterie, de cavalerie et des services ainsi qu'aux officiers de l'artillerie et du génie non issus de l'École militaire. Les officiers adjoints d'état-major étaient tous exempts de cet examen. L'épreuve susdite a été supprimée en 1913.

Question.

ART. 12. — La Commission ne comprend pas la portée, la raison exacte de cette disposition et demande à M. le Ministre s'il estime utile son maintien.

Réponse.

Le but de l'article est d'entretenir la connaissance de la langue flamande chez les officiers dépassés. Ces dispositions se rattachent ainsi à l'ensemble du système soumis à l'examen de la Commission.

Question.

ART. 14. — *La Commission demande à recevoir communication du programme des cours de l'École de guerre.*

Réponse.

Ci-après un tableau indiquant les différents cours professés, ainsi que 21 notes indiquant les matières de chaque cours. Il n'existe pas actuellement de note indiquant les matières des cours d'influence des facteurs économiques et politiques, de la campagne d'Afrique, d'automobiles et de langues (chaque officier reçoit un enseignement d'anglais ou d'allemand).

COURS DONNÉS A L'ÉCOLE DE GUERRE.

Coefficients pour la 48^e Division et les suivantes, et pour la 47^e Division en 3^e année.

	1 ^{re} ANNÉE.		2 ^e ANNÉE.		3 ^e ANNÉE.		Total des leçons.
	Nombre de leçons.	Coeffi- cients.	Nombre de leçons.	Coeffi- cients.	Nombre de leçons.	Coeffi- cients.	
Art de la guerre et histoire militaire.	35	10	70	20	15	7	120
Tactique générale.	»	»	35	16	15	13	50
Tactique d'infanterie.	30	10	Travaux.	4	Travaux.	4	30
Tactique de cavalerie.	12	6	Id.	2	Id.	2	12
Tactique d'artillerie.	33	10	22	8	Id.	4	55
Fortification et génie.	18	7	37	10	Id.	3	35
Liaisons.	13	4	9	3	Id.	1	22
Aéronautique.	»	»	22	5	Id.	1	22
Renseignements.	»	»	»	»	18	5	18
État-Major.	20	7	30	14	Travaux.	12	50
Service de l'Arrière.	25	7	»	»	Id.	2	25
Organisation.	»	»	»	»	35	8	35
Intendance.	»	»	»	»	12	3	12
Gaz.	4	»	»	»	»	»	4
Géographie.	17	5	38	9	»	»	55
Thèses militaires.	»	»	»	»	Thèses.	5	»
Histoire et droit.	37	8	18	4	10	2	65
Neuropsychologie.	40	8	»	»	»	»	40
Économie politique.	»	»	»	»	40	8	40
Mobilisation des rest. nationaux.	»	»	»	»	18	4	18
Facteurs (économie politique).	»	»	»	»	40	10	40
Sciences (physique appliquée).	45	10	»	»	»	»	45
Campagne d'Afrique.	»	»	»	»	6	1	6
Langues (anglais et allemand).	60	8	30	5	30	5	120
Auto-moto.	»	»	10	»	»	»	10
TOTAUX	389	100	321	100	239	100	949

Question.

Y a-t-il encore des officiers ne connaissant pas le flamand ? Combien ?

Réponse.

Deux cents.

Question.

Combien possédons-nous de sous-officiers connaissant les deux langues ? Prière d'indiquer la répartition par régiment.

Réponse.

1 ^{er} régiment de ligne	74
2 ^e id.	74
3 ^e id.	77
4 ^e id.	82
5 ^e id.	60
6 ^e id.	75
7 ^e id.	89
8 ^e id.	83
9 ^e id.	70
10 ^e id.	62
11 ^e id.	98
12 ^e id.	43
13 ^e id.	44
14 ^e id.	47
15 ^e id.	68
16 ^e id.	70
17 ^e id.	86
18 ^e id.	92
19 ^e id.	35
20 ^e id.	30
21 ^e id.	40
22 ^e id.	91
23 ^e id.	89
24 ^e id.	98
1 ^{er} carabiniers	71
2 ^e id.	73
3 ^e id.	80
4 ^e id.	83
1 ^{er} grenadiers	62
2 ^e id.	43
1 ^{er} chasseurs à pied	60
2 ^e id.	56
3 ^e id.	49
4 ^e id.	74
5 ^e id.	51
6 ^e id.	70
1 ^{er} guides	50
2 ^e id.	40

1 ^{er} lanciers	31
2 ^e id.	24
3 ^e id.	37
4 ^e id.	40
5 ^e id.	35
6 ^e id.	26
1 ^{er} chasseurs à cheval	32
2 ^e id.	24
3 ^e id.	45
4 ^e id.	22
1 ^{er} régiment d'artillerie	74
2 ^e id.	»
3 ^e id.	43
4 ^e id.	55
5 ^e id.	30
6 ^e id.	46
7 ^e id.	51
8 ^e id.	62
9 ^e id.	36
10 ^e id.	40
11 ^e id.	32
12 ^e id.	83
13 ^e id.	71
14 ^e id.	64
15 ^e id.	28
16 ^e id.	52
17 ^e id.	52
18 ^e id.	48
Artillerie de la D. C.	21
1 ^{er} régiment d'artillerie L.	103
2 ^e id.	53
3 ^e id.	88
1 ^{er} corps des transports.	»
2 ^e id.	78
3 ^e id.	32
4 ^e id.	62
5 ^e id.	36
6 ^e id.	46
Dépôt 1 D. A.	42
Id. 2 D. A.	54
Id. 3 D. A.	36
Id. 4 D. A.	42
Id. 5 D. A.	37
Id. 6 D. A.	46
Dép. Don Art. lourde	30
Id. Don cavalerie.	15
1 ^{er} génie	»
2 ^e id.	33
3 ^e id.	13
4 ^e id.	20
5 ^e id.	20
6 ^e id.	35

Dépôts torpilleurs et marins	58
Gendarmerie	564
Bataillon du chemin de fer	52
Aéronautique militaire	472
Corps de discipline	41
Troupes de transmission	61
Grand parc de campagne	161
Bataillon des pontonniers	27
Service de santé	236
Service d'intendance	295
1 ^{er} bataillon cyclistes	32
2 ^e id.	32
Corps des chars de combat	»
Dépôt remonte armée	37
École d'infanterie	11
École d'artillerie	29
École de cavalerie	17
École des sous-lieutenants de réserve d'artillerie	33
École des cadets	15
École des pupilles	61
Commandants de province et places	41
E. M./D. A.	69
E. M./D. I.	21
Groupe. Compagnie des subsistants. Bruxelles	57

Question.

Éprouve-t-on, à l'heure actuelle, pratiquement, des difficultés pour donner l'instruction dans les deux langues ?

Réponse.

Toutes les autorités compétentes sont unanimes à reconnaître qu'on n'éprouve, à l'heure actuelle, pratiquement, aucune difficulté pour donner l'instruction dans les deux langues.

Question.

Vous avez bien voulu dire que deux cents officiers ignoraient encore le flamand. S'agit-il d'anciens officiers ?

Ignorent-ils complètement le flamand ?

Comment sont-ils répartis dans l'armée ?

Réponse.**Officiers nommés sous-lieutenants :**

	Avant le 1 ^{er} août 1914.	Après le 1 ^{er} août 1914.
Infanterie	9	37
Cavalerie	4	3
Artillerie	4	3
Génie	néant	5
Secrétaire d'État-Major	1	5
Service médical	2	8
Intendance	14	8

Question.

Vous avez bien voulu donner le chiffre des sous-officiers connaissant le flamand.

Pourriez-vous faire compléter la liste remise en indiquant par régiment le nombre total de sous-officiers en service ?

Réponse.

1 ^{er} régiment de ligne	91
2 ^e id.	82
3 ^e id.	123
4 ^e id.	125
5 ^e id.	97
6 ^e id.	85
7 ^e id.	111
8 ^e id.	93
9 ^e id.	87
10 ^e id.	96
11 ^e id.	103
12 ^e id.	107
13 ^e id.	91
14 ^e id.	89
15 ^e id.	112
16 ^e id.	96
17 ^e id.	94
18 ^e id.	94
19 ^e id.	140
20 ^e id.	67
21 ^e id.	75
22 ^e id.	89
23 ^e id.	96
24 ^e id.	91
1 ^{er} régiment de carabiniers	97
2 ^e id.	93
3 ^e id.	99
4 ^e id.	89
1 ^{er} régiment de chasseurs à pied	107
2 ^e id.	103
3 ^e id.	102
4 ^e id.	91
5 ^e id.	106
6 ^e id.	114
1 ^{er} régiment de grenadiers	84
2 ^e id.	104
1 ^{er} bataillon de carabiniers cyclistes	45
2 ^e id. id.	38
1 ^{er} régiment de guides	66
2 ^e id.	52
1 ^{er} régiment de lanciers	41
2 ^e id.	47
3 ^e id.	44
4 ^e id.	54
5 ^e id.	54
6 ^e id.	36

1 ^{er} régiment de chasseurs à cheval	52
2 ^e id.	52
3 ^e id.	39
4 ^e id.	38
1 ^{er} régiment d'artillerie	83
2 ^e id.	72
3 ^e id.	81
4 ^e id.	74
5 ^e id.	63
6 ^e id.	75
7 ^e id.	71
8 ^e id.	76
9 ^e id.	78
10 ^e id.	89
11 ^e id.	69
12 ^e id.	93
13 ^e id.	83
14 ^e id.	76
15 ^e id.	72
16 ^e id.	70
17 ^e id.	74
18 ^e id.	66
1 ^{er} régiment d'artillerie lourde	107
2 ^e id.	64
3 ^e id.	72
Artillerie à cheval	26
1 ^{er} régiment du génie	32
2 ^e id.	32
3 ^e id.	31
4 ^e id.	29
5 ^e id.	37
6 ^e id.	42
1 ^{er} corps des transports	74
2 ^e id.	155
3 ^e id.	169
4 ^e id.	188
5 ^e id.	63
6 ^e id.	96
Corps des chars de combat	13
Aéronautique	520
Corps des troupes de transmission	79
Corps des troupes de communication	54
Bataillon des pontonniers	28
Id. des projecteurs	23
Dét. des torpilleurs et marins	68
Ecole d'infanterie	107
Id. de cavalerie	42
Id. d'artillerie	123
Id. du génie	22
Id. de corps des transports	30
Id. des troupes d'intendance (compris dans T. A. S. I.)	»

Id. des troupes du service de santé	26
Id. des pupilles et cadets de l'armée	156
Id. d'éducation physique	112
Id. des sous-officiers d'artillerie lourde	8
Troupes des services d'intendance	392
Id. du service de santé (personnel)	679
Hospitalisés	111
Corps de discipline	44
Dépôts divisionnaires	397
Services divers	795

Question.

Combien de sous-officiers connaissant les deux langues, les écoles de pupilles créées par la loi de 1913 ont-elles fourni?

Réponse.

Nombre de sous-officiers connaissant les deux langues qui sont issus des écoles de pupilles créées par la loi de 1913 : 100 (cent).

Question.

Quels ont été, en général, les résultats de la loi de 1913?

Réponse.

La loi de 1913 sur l'usage des langues à l'armée a déjà donné d'excellents résultats. Les renseignements fournis ci-après en ce qui concerne les cadres en témoignent.

Il est à noter que la dite loi commence à peine à faire sentir ses effets, en ce sens que légalement elle ne devait entrer en vigueur que le 1^{er} janvier 1917 pour l'Ecole militaire et les examens A et qu'en fait l'Ecole militaire ayant cessé de fonctionner pendant toute la guerre, ce n'est qu'à partir de 1919, après l'armistice, qu'elle a pu être appliquée.

Toutefois, au cours de la guerre, des mesures ont été prises dans l'esprit de cette loi, en vue de mettre tous les jeunes officiers et tous les sous-officiers à même de s'entretenir avec les soldats sur tous les points se rapportant au service journalier, tant en marche et en station qu'au combat. A cet effet, les candidats sous-lieutenants étaient astreints à une épreuve sur la connaissance pratique et usuelle de la langue flamande à la sortie des Centres d'instruction de sous-lieutenants auxiliaires et des cours de flamand étaient organisés dans les corps pour les officiers, candidats officiers, sous-officiers et candidats sous-officiers.

Question.

Plus spécialement le régime organisé par cette loi pour les élèves de l'Ecole militaire donne-t-il entière satisfaction?

Réponse.

En ce qui concerne particulièrement l'Ecole militaire, les résultats sont excellents.

En 1922, sur 90 jeunes gens qui se sont présentés aux examens de sortie de l'Ecole militaire pour accéder à la sous-lieutenance, 12 ont obtenu, devant un jury indépendant de l'établissement, une cote supérieure à 16; 46 une cote comprise entre 13 et 16, 29 une cote comprise entre 10 et 13 et 3 une cote inférieure à 10 en flamand.

Un grand effort est fourni par les élèves wallons en ce qui concerne l'étude du flamand. Il est dû en partie au fait qu'en 1921 et 1922, les candidats qui n'avaient pas obtenu la moyenne de 10 points sur 20 ont vu leur nomination de sous-lieutenant retardée de 3 mois et subordonnée à la réussite d'une nouvelle épreuve,

Cette mesure a été prise à l'égard d'un élève en 1921 et de deux élèves en 1922.

Question.

Plus spécialement, les jeunes gens sortis des écoles de pupilles telles qu'elles ont fonctionné et fonctionnent suivant la dite loi fournissent-ils un cadre connaissant les deux langues?

Réponse.

Dans les écoles de pupilles, la seconde langue nationale est enseignée d'une manière approfondie.

Les élèves sortant des écoles de pupilles et qui ont fait le cycle des études moyennes, degré moyen et degré supérieur fournissent un cadre connaissant les deux langues.

(24)

(N^o 324)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1923.

Wetsvoorstel tot regeling van het taalstelsel in 's Lands leger ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER BOVESSE.

MIJNE HEEREN,

De Commissie, die het wetsontwerp tot regeling van het taalstelsel in het leger had te onderzoeken, heeft zich vooreerst afgevraagd of dit ontwerp aan eene behoefte beantwoordde, en of de wet van 2 Juli 1913 niet eene algeheele voldoening had geschonken. Zij heeft den Minister van Landsverdediging daaromtrent eenige ophelderingen gevraagd. Uit de inlichtingen die de Commissie mocht ontvangen blijkt dat « de wet van 1913 op het gebruik der talen in het leger reeds voortreffelijke uitslagen heeft opgeleverd. » Deze zijn nader omschreven in de aan dit verslag toegevoegde antwoorden van den Minister.

Waarom dan onder die voorwaarden eene nieuwe wet maken?

Het wetsontwerp werd waarschijnlijk ingediend ter geruststelling van de Vlaamsche Volksvertegenwoordigers die, beweren ze, in de wet van 1913 geen volle bevrediging vinden.

Het onderzoek van het onderhavig wetsontwerp, waarin blijkbaar naar de gelijkheid in het gebruik der talen met soms al te verregaande bekommernis gestreefd wordt, schijnt wel te bewijzen dat de Minister de wet van 1913 nader heeft willen bepalen. Hij heeft ze ook uitgebreid.

(1) Wetsvoorstel, n^o 125.
Amendementen, n^o 166.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1^o De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren PIRMEZ, voorzitter, BERLOZ, BUYL, ondervoorzitters, ERNEST, PIERCO, secretarissen, BOVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAPPE, EEKELERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD, THEELEN en VANDENEULEBROUCKE.

2^o Zes leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren DE KERCHOVE D'EXAERDE, MATHIEU, POULLET, VAN WALLEGHEM, FISCHER en DESTREE.

De twee gedachten die dit werk blijken te hebben ingegeven zijn : 1^o dat men tot elken prijs een enkel leger moet behouden ; 2^o dat het eenige middel daartoe is, aan al de gegradeerden, welke zij ook wezen, de kennis der twee landstalen op te leggen.

Moet men de eenheid van het leger handhaven? Onvermijdelijk moesten de taalquaestie en de quaestie van de gewestelijke aanwerving tegen over elkaar komen te staan; de aanneming van het stelsel der gewestelijke aanwerving scheen voor sommige leden van de Commissie het eenige middel te zijn om het taalvraagstuk op te lossen. Een lid oordeelt, zijnerzijds, dat men noch door versmelting noch door scheiding tot eene practische oplossing zal komen van het taalvraagstuk, en dat de waarheid tusschen de twee uitersten ligt. In dien zin diende hij eene nota in. Zij is bij dit verslag gevoegd. Daarin wordt de aandacht gevestigd op een punt dat de quaestie nog meer inwikkelt, namelijk, de Deutsche taal.

Moet men niet spreken van drietaligheid in het leger, en niet enkel van tweetaligheid, nu de desannexatie van Eupen en Malmedy een tamelijk aanzienlijk getal Duitschsprekende Belgen heeft gevoegd bij degenen die wij réeds bezaten?

De Commissie meende dat het in elk geval niet het oogenblik was, om in het Belgisch leger Duitschsprekende eenheden op te richten. Anderzijds, heeft zij inlichtingen genomen omtrent het getal militieplichtigen, in de herwonnen gewesten, die het Fransch niet kennen. Het is gering. Dienvolgens heeft de Commissie gemeend niet langer te moeten stilstaan bij deze beschouwing.

En zij is begonnen met het onderzoek der artikelen.

Het eerste artikel, dat de kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch verplichtend maakt om den graad van onderluitenant te kunnen verwerven, moest noodzakelijkerwijze de voorstanders en tegenstanders der gewestelijke aanwerving in twee kampen verdeelen. Het artikel werd aangenomen.

De Commissie oordeelt dus dat al de officieren van 's Rijks leger de twee talen moeten kennen.

De eerste § van Hoofdstuk I van het ontwerp handelt over de verplichtingen aan de officieren en de candidaat-officieren opgelegd.

Hoe zij dien graad ook willen verwerven, door de militaire school of door de kaders, de candidaat-onderluitenanten van het actief leger, zullen op de examens, ingangsexamen of voorbereidende examen, moeten bewijzen eene elementaire kennis te bezitten van de tweede landstaal.

Om tot officier benoemd te worden, zullen zij eene proef over de Vlaamsche taal moeten ondergaan. Zij is in artikel 5 van het ontwerp in breede trekken bepaald. Zij « bestaat uit een opstel, een gesprek over het soldatenleven en eene mondelinge oefening over de militaire theorieën en reglementen ».

Deze kennis is niet de elementaire kennis, waarvan sprake in artikel 2, noch de grondige kennis waarover artikel 3 zal handelen. De officier moet aan den soldaat niet alleen de regels van zijn vak kunnen uitleggen (theorieën en reglementen), hij moet ook met hen kunnen praten.

De recipiëndus mag bij zijn eerste examen (waarvan sprake in artikel 2)

proeven ondergaan over de grondige kennis van de twee talen. Het staat hem eveneens vrij bovendien eene proef af te leggen over het Duitsch of over het Engelsch of over het Latijn.

Sommigen hebben zich afgevraagd wat het Latijn daarbij doet, en of de studie van de moderne talen niet moet begunstigd worden. Men antwoordde daarop, eenerzijds, dat het eene eenvoudige vergunning was, door een betrekkelijk voordeel aangemoedigd (art. 24) en dat, anderzijds, de humaniora voor den officier, die een leider van mannen is, eene uitstekende opleiding is en hij dus moet aangemoedigd worden de humaniora te volgen.

Artikel 6 luidt : « De bepalingen van de artikelen 2, 3, 4 en 5 van onderhavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op het technisch personeel van den hulpdienst. » De Commissie heeft gevraagd die benaming nader te bepalen. Door « technisch personeel van den hulpdienst » moet verstaan worden : de aspiranten (sergeanten), helpers (adjudanten), de aspirant-dokters, aspirant-apothekers en aspirant-paardenartsen (met den rang van onderluitenant-leerlingen).

Artikel 6 zegt, zooals vanzelf spreekt, dat het gesprek over het soldatenleven en de mondelinge oefening over de theorieën en reglementen, de mondelinge oefeningen door artikel 5 opgelegd aan de aspirant-onderluitenen, hier zullen handelen over de bijzondere kennis van de belanghebbenden.

Moet men den officier, die bij het bekomen van zijn graad van onderluitenant de vóórmelde proeven heeft afgelegd, in zijn verdere loopbaan aan nieuwe examens onderwerpen?

Het ontwerp legde nieuwe verplichtingen op aan de candidaat-kapiteins, de candidaat-majors, de candidaten voor de Krijgsschool en aan de leerlingen van deze Hoogere School. De Commissie heeft vruchteloos eene rechtvaardiging van dien maatregel gezocht. Zij was van oordeel dat een officier rechtvaardigheidshalve de taal van zijne manschappen moet kennen, maar dat er geen ernstige grond bestaat om hem in zijn verdere loopbaan te doen bewijs leveren van de kennis eener taal die zijn dagelijksche bezigheid hem oplegt te gebruiken. Het is onbetwistbaar, meende men, dat het dagelijksch omgaan met de soldaten de practische kennis van den officier doorlopend moet vermeerderen. De Commissie oordeelde dat het na te streven doel niet is, van den officier, naar gelang hij in graad stijgt, eene verhoogde litteraire kennis te eischen wat betreft de tweede landstaal.

Zij had evenwel aangenomen dat de luitenant, zoo hij een algemeen examen moest ondergaan om den graad van kapitein te bekomen, mocht aangezocht worden, in den loop van het examen, opnieuw te bewijzen dat hij de tweede taal kende.

Uit de haar toegekomen inlichtingen blijkt dat dit examen in gewone tijden niet bestaat. Dienvolgens heeft zij niet gewild dat een bijzonder taalexamen werd opgelegd.

Sommigen hebben getracht de proef, voorgesteld in artikel 11 van het ontwerp, voor de candidaat-majors, te billijken door deze bijzondere beweegreden, dat de hoogere officieren bestemd zijn om het voorzitterschap van de krijgsraden waar te nemen.

Men antwoordde daarop, dat in den Krijgsraad, zooals elders, de taal van den soldaat moet gesproken worden, zoo men wil vermijden niet begrepen te worden, dus slecht te begrijpen en verkeerd te oordeelen; dat bovendien in het leger een zoo groot getal officieren van Vlaamsche herkomst, of officieren die beide landstalen grondig beweren te kennen (art. 3), zal aanwezig zijn, dat eene rechtmatige indeeling kan gedaan worden; dat, ten slotte, het statuut van de Krijgsraden, het Militaire Strafwetboek en het wetboek van Strafvordering worden herzien, en dat in gebeurlijk geval de Commissie, die deze herziening voorbereidt, de passende maatregelen dient te treffen om door een nieuwe regeling de volstrekte eerbiediging van ieders rechten op dit gebied te verzekeren.

Wat betreft de officieren-candidaten voor de Krijgsschool of de leerlingen van die inrichting, was de Commissie van meening zeer verdeeld. Sommige leden oordeelden dat eene bijzondere taalkundige kennis niet moet gevergd worden van deze officieren, die tijdelijk niet meer in voeling kwamen met de soldaten en enkel in betrekking stonden met dezer oversten; anderen waren daarentegen van gevoelen dat deze verplichting zich opdrong door de overweging, dat de Stafofficier, om de operatieplans op te maken, in betrekking moet treden met de overheden, met de menschen van de streek, bijgevolg volkomen de taal moet kennen van het gedeelte van het Rijk waar hij bestemd is eventueel zijn ambt uit te oefenen.

Men bracht daartegen in dat, vermits de Stafofficier, zooals elk ander officier, bewijs had moeten leveren van de kennis opgelegd door artikel 5, deze opmerking veel van hare kracht verloor. Men wees er ook op dat sommige werken van den Staf meer nauwkeurigheid vereischen, dat eene vergissing ernstige bezwaren kan veroorzaken. Men verloor daarbij uit het oog, dat door het ontwerp de oprichting van een vertaaldienst in de Staven wordt voorzien (art. 62).

De reden, die ten slotte de Commissie de artikelen 13 en 14 van het ontwerp deed verwerpen, is, dat het zeer bebreuenswaardig zou wezen zoo een officier, die zich onder alle oogpunten onderscheidt, uit den Staf geweerd werd door het enkel feit dat hij niet kan bewijzen eene bijzondere kennis te bezitten van de tweede landstaal.

Ook heeft de Commissie, die het stelsel van het prohibitief examen heeft verworpen, hare instemming willen betuigen met elk ontwerp tot instelling in de krijgsschool van een leergang in de Vlaamsche taal.

Door het uitschakelen der verschillende examens, voorzien door de artikelen 8, 11, 13 en 14, moesten natuurlijk ook de artikelen 9, 10, 12 en 15 van het ontwerp wegvallen.

§ II van hoofdstuk I behandelt de verplichtingen opgelegd aan de lagere gegradeerden.

Zoo het aan te nemen is dat men van een jongeling, die hogere middelbare studiën gedaan heeft en die gedurende verscheidene jaren zijn ingangsexamen voor de Militaire School of het examen van het kader voorbereidt, eene inspanning mag vergen die hem in staat stelt eene elementaire kennis van de Vlaamsche taal te bezitten, eene inspanning die zeer relatief is in verhouding tot zijn graad van geleerdheid en tot de inspanning die hij aanvaardt voor andere niet minder

moeilijke vakken die hij aanleeren moet, dan schijnt het toch zeer moeilijk, van een onontwikkelde evenveel te eischen.

En het is onder de onontwikkelden dat over het algemeen de lagere graden worden aangeworven.

Het ware wenschelijk dat alle gegradeerden de twee talen kenden; men moet het noodige beproeven om hen in de mogelijkheid te stellen ze te leeren; men moet zich richten tot hun goeden wil; inderdaad, door het voortdurend samen-zijn als gevolg van de noodwendigheden zelf van het soldatenleven, kan aan niemand van hen, na een zekeren tijd, de tweede taal, door de soldaten gebruikt, heel en al onbekend zijn.

Doch de Commissie kan er niet in berusten, dat, voor hen, van de tweede taal een examenleervak wordt gemaakt, een vereischte tot bevordering, een reden tot uitsluiting, dat aan jongelieden ontzegd worden in de ondergeschikte graden een loopbaan te vinden omdat zij onbekwaam zouden zijn te slagen in proeven welke, overigens, slecht omschreven zijn voor wat hun programma betreft en ook dusdanig ingericht dat misbruiken te vreezen zijn.

Zij heeft, dienvolgens, de artikelen 16 tot 20 van het ontwerp afgewezen.

Kan zij het daarbij laten? Volstond het dat zij met wijziging van artikel 45, voorstelde dat niet verplichtende leergangen zouden worden ingericht in elk korps, in elken dienst, in elke inrichting en in elke onderdeel van het leger en waar men de beide talen zou onderwijzen?

Zij was niet van dit gevoelen.

Zoo, eenerzijds, de onderofficieren en de korporaals, naar hare meening, niet kunnen onderworpen worden aan de verplichting van beide landstalen te kennen, zoo moeten, anderzijds, de Vlaamsche en de Waalsche soldaten niet het gevaar loopen van gedrild te worden door oversten die niet in staat zijn hen te verstaan.

Hoe kunnen die beide tegenstrijdige dingen overeengebracht worden?

De Commissie denkt de oplossing van dit vraagpunt gevonden te hebben in een amendement bij artikel 44 ingediend. Wij zullen daar dadelijk over spreken. doch, — voor de klaarheid van ons verslag — is het noodig, vooreerst, aan te merken dat de Commissie de artikelen 21 tot 24 heeft goedgekeurd, waarbij de grondregelen worden bepaald van het stelsel der proeven over de kennis der landstalen of die, in andere woorden, de belangrijkheid aangeven van den taal-factor in deze proeven.

Dat zij, consequent met hare wijze van handelen aangaande de achtereenvolgende en opklimmende examens, de artikelen 25 tot 36 heeft verworpen, waarbij de jurys worden ingericht, die moeten overgaan tot deze examens en de artikelen 37 tot 42, waarbij eene reeks bekrachtigingen worden voorzien in geval van niet-slagen in deze examens.

HOOFDSTUK II.

Hoofdstuk II handelt over het taalstelsel, derwijze geregeld om het gelijk gebruik der beide talen te verzekeren in den militairen dienst, behalve voor wat de bevelen betreft.

Hierna, moeten wij uitvoeriger spreken over artikel 44, over de gedachtenwisseling daardoor uitgelokt, over de voorstellen dienaangaande voorgebracht, over het aangenomen amendement.

Artikel 44 luidt :

« In de eenheden worden de soldaten, voor de individueele opleiding, ingedeeld in Vlaamsche en Fransche klassen, waarvan de oefenmeesters onderscheidenlijk de Vlaamsche en de Fransche taal grondig moeten kennen.

» Voor de gemeenschappelijke opleiding, worden de uitleggingen, op- en aanmerkingen der oversten in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven of gemaakt. »

Dit artikel bekrachtigt dus enkel een bestaanden toestand. Reeds nu wordt de individueele opleiding op dergelijke wijze gedaan.

Sommige leden van de Commissie hebben zich afgevraagd of men, — met gedurende geheel hunnen dienst, de mannen gegroepeerd te houden, welke voor de individueele opleiding in taalklassen zijn ingedeeld, — niet *ipso facto* de kwestie oplost van de niet-verplichting, voor de ondergeschikte graden, de beide talen te kennen en die, voor de Vlaamsche en de Waalsche soldaten, van gedrild te worden door oversten die bekwaam zijn hen te verstaan en zich door hen te doen verstaan.

Voorzeker, zou weldra blijken dat aldaar een gevaar zou bestaan, een begin van splitsing van het leger, welke splitsing de Commissie, door de meerderheid harer leden, heeft verworpen met het eerste artikel van het ontwerp aan te nemen.

Maar bestaat dit reeds niet in een zekere mate, aangezien de individueele opleiding, in elke compagnie, in elk schadron en in elke batterij, bij afzonderlijke groepeerings geschiedt? Is dit gevaar wel zeer ernstig?

De meerderheid van de leden der Commissie is van gevoelen dat alles er in bestaat : te maken dat er tusschen de manschappen een voldoende voeling blijft heerschen.

Een der leden stelde voor dat de compagnie of de daarmede overeenstemmende eenheid zou ééntalig zijn. Dit stelsel werd hevig bestreden, daar de meesten overtuigd waren, dat het onvermijdelijk de oprichting van Vlaamsche en Waalsche regimenten in zich bevatte en van aard was om dit, in een uiterst kort tijdbestek, noodzakelijk te maken. De compagnie heeft een eigen bestaan. Zij is een soort familie, een wezenheid.

Een ander lid stelde voor zich te beperken tot het peloton of tot de gelijkaardige eenheid naar gelang de wapens.

Dit voorstel was in zijn eigen aanlokkelijk en werd toegetreden door vele leden, daar het peloton in de compagnie leeft; het is niet, op zijn eigen, eene goed afgelijnde eenheid in het regiment. Een zelfde overste beveelt aan verscheidene pelotons; zij worden door een zelfde bestuur geregeerd. De verschillende pelotons eener compagnie zijn door een hechten band vereenigd.

Eene overweging deed de Commissie aarzelen. De indeeling der compagnie in taalpelotons zou leiden tot het inrichten van geheel Vlaamsche en Waalsche soldatenkamers, terwijl het gepast schijnt de soldaten der beide landsgedeelten in het gemeenschappelijk kamerleven te vereenigen.

Is het stoffelijk onmogelijk dit bezwaar te keeren, door een wijze indeeling der manschappen in de kazernes? De kwestie verdient te worden onderzocht.

In alle geval, de Commissie verkoos niet definitief stand te nemen bij de gedachte van het taalpeloton.

Zij bestudeerde daarna het amendement Hubin tot aanvulling van artikel 6 van het ontwerp der wervingswet en zij was van oordeel dat het eventueel kon opgenomen worden in het onderhavige ontwerp.

Dit amendement luidt : « Elke strijdgroep voor de infanterie, of elke gelijkaardige groep voor de overige wapens, wordt samengesteld uit militieplichtigen die dezelfde moedertaal spreken.

» De korporaals en onderofficieren moeten de taal kennen van de groep, waartoe zij behooren.

» De strijdgroepen voor de infanterie of de gelijkaardige groepen voor de overige wapens van de eene en de andere taal worden bij gelijk aantal ingedeeld bij elk peloton. »

De Commissie was van gevoelen, dat zij de eenheid lager dan het peloton bezwaarlijk op nauwkeurige wijze kon omschrijven. De strijdgroep is eene eenheid welke onlangs werd tot stand gebracht en wellicht slechts een kort bestaan zal hebben.

Vermits de Commissie aarzelde het peloton aan te nemen en zij, om de hooger aangevoerde redenen, de strijdgroep niet aannemen kon, heeft zij zich ten slotte bij het volgende amendement aangesloten :

« In de compagnieën of gelijkaardige eenheden worden de soldaten voor het afzonderlijk onderricht ingedeeld in taalklassen. De onderrichtgevers moeten de taal hunner soldaten op grondige wijze kennen.

» De manschappen blijven in eene dezer aldus samengestelde groepeeringsen gedurende hun militairen dienstdienst.

» De gemeenschappelijke verklaringen, aanmerkingen en voorschriften worden in de compagnie of de gelijkaardige eenheid verstrekt of gedaan in de onderscheiden talen welke door de taalklassen, welke haar samenstellen, worden gebruikt. »

Natuurlijk is het te vreezen dat de vermenging van Vlamingen en Walen, in zekere mate bij de mogelijke goedkeuring van dit nieuw artikel door de Kamer, worde gekrenkt en dit werd door een lid der Commissie aangemerkt. Insgelijks kan men aannemen, dat de goedkeuring van dit amendement, waardoor het mogelijk wordt aan de soldaten volkomen waarborg te verschaffen in zake het gebruik hunner moedertaal door hunne oversten, zonder den taaldwang aan de ondergeschikte gegradeerden op te leggen, dit kwaad vermijden zou, wat erger zou zijn dan de ontredde van s'lands leger.

Met deze bedoeling heeft de Commissie het amendement goedgekeurd en legt zij het aan de Kamer te aanneming voor.

Zooals wij hooger zegden, heeft de Commissie, krachtens het door haar gewijzigd artikel 45, bij de korpsen, diensten, instellingen en organismen van

het leger, de oprichting aangenomen van facultatieve leergangen voor de gegra-deerden wier moedertaal onderscheidenlijk het Fransch en het Vlaamsch is, met dezen verstande dat in elke soort van klassen het Fransch en het Vlaamsch onderwezen worde.

Zij was niet van gevoelen, dat dergelijke inrichting met nut in het departement van Landsverdediging werd gehandhaafd; hare meening was, dat het hier een gansch bijzonder kader gold, feitelijk samengesteld veeleer uit beambten dan uit militairen, en dat beschouwingen tot staving der maatregelen, door het gewijzigd artikel 45 voor het leger in 't algemeen voorzien, alle gepastheid verliezen zouden in dit bijzonder geval.

Eveneens heeft zij artikel 46 verworpen, waardoor aan de korpsoversten, dienstoversten, enz. het recht wordt toegekend om, ingeval van een ontoereikend getal gegra-deerden die tot een der beide taalgroepen behooren, het onderricht of den dienst in de taal van deze groep te verzekeren door middel van gegra-deerden uit de andere groep, die naar bijzondere leergangen zouden gezonden worden en een voorrang bij de bevordering tot den hooger graad zouden bekomen.

§ VI van Hoofdstuk II van het ontwerp doelt op de onderwijsinrichtingen.

Deze paragraaf wordt in drie deelen gesplitst: litt. A handelt over de voorschriften toepasselijk op al de scholen; litt. B, over de bijzondere voorschriften betreffende de scholen ter opleiding en verbetering der lagere gegra-deerden; litt. C, over de pupillenscholen.

Reeds bij de artikelen 41, 42 en 43 der wet van 1913 wordt bepaald, dat in al de onderwijsinrichtingen van het leger de tweede landstaal op grondige wijze zou onderwezen worden, en dat, in al de klassen, de reglementen en theorieën in het Fransch en in het Vlaamsch worden voorgehouden.

Deze beginselen worden uitgebreid en nauwkeuriger omschreven in het nieuw wetsontwerp, artikelen 47 tot 60. De Commissie was van gevoelen, dat zij zich bij den voorgestelden tekst moest aansluiten.

Zij zou niet aangenomen hebben, dat voor de toelating tot de scholen voor de werving der lagere kaders, men eene taalproef zou hebben afgelegd; ook voor de ondergeschikte gegra-deerden in de onderscheidene eenheden werd de verplichting der achtereenvolgende examens in taalopzicht geweerd. Zij heeft er echter aan gehouden, dat de studie der beide landstalen in de legerscholen wordt voortgezet. Zij was van gevoelen, dat aan de leerlingen dezer scholen eene poging van vaderlandslievenden aard mocht worden opgelegd. Hun hoort de plicht, door middel van wat goeden wil, de eenheid van het leger en tevens die van het vaderland te versterken.

De Commissie heeft gemeend de paragraaf IV van artikel 58 te moeten afwijzen. Is het aannemelijk dat men, gelijkheidshalve, een gelijk getal pupillenscholen moet oprichten met, als voertaal het Fransch en met als voertaal het Vlaamsch, dan wordt die bekommerning toch te ver gedreven wanneer men beslist, dat het getal jaarlijks aan te nemen nieuwe leerlingen in de pupillenscholen van den lageren en den middelbaren graad hetzelfde wezen zal in de scholen met als voertaal het Fransch en die met als voertaal het Vlaamsch.

De vereischten der werving, de toegangsaanvragen kunnen, van jaar tot jaar, verschillen voor het een of het ander taalgedeelte der Natie. Onzes dunkens kunnen de moeilijksten ruimschoots voldoening vinden, wanneer de gelijkheid wordt toegepast op het getal scholen en niet op het getal leerlingen.

Paragraaf VII van Hoofdstuk II, dat artikel 61 van het ontwerp bevat, vindt geene genade bij de Commissie; in het verwerpen van deze zaak zag de Commissie een middel om de bezuinigingspolitiek, door de Regeering in deze moeilijke tijden nagestreefd, te verwezenlijken. Het scheen haar overbodig benevens de bestaande inrichtingen, die ook voldoende zijn, een nieuwen contrôle-dienst op te richten.

Paragraaf VIII beoogt de oprichting van een vertalingsdienst in den staf van elke aanzienlijke legereenheid. Vroeger was er sprake van geweest. Vertalers kunnen, bovendien, naar gelang der vereischten, worden gehecht aan legerkorpsen, — instellingen, organismen of — diensten.

De artikelen 62 en 63 werden goedgekeurd.

Paragraaf IX regelt het taalgebruik in de betrekkingen met de troep, het publiek, de bestuursoverheden. De artikelen 64 en 65 zijn feitelijk de weergave der artikelen 14 en 15 der wet van 1913.

Feitelijk is er slechts eene toevoeging in de tweede § van artikel 65, welke bepaalt dat de mondelinge mededeelingen van allen aard aan den troep, namelijk bij eene vaandelinwijding of uitreiking van eeretekens, achtereen en zonder onderbreking in beide landstalen worden gedaan.

Artikel 66 verwijst de militaire overheden, wat hunne briefwisseling met de bestuursoverheden betreft, maar de bepalingen der wet van 31 Juli 1921 betreffende het taalgebruik in bestuurszaken.

Deze artikelen werden goedgekeurd.

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen.

Artikel 67 vangt aan als volgt :

« De beschikkingen van deze wet betreffende de verschillende categorieën militairen, zijn, volgens het geval, toepasselijk... »

Daarop volgt onder littera's *a*, *b* en *c* de opgave der onderscheidene soorten militairen.

De Commissie heeft zich aangesloten bij dezen tekst tot en met littera *c*, want de daarop onmiddellijk volgende paragraaf valt weg met het wegvallen van artikel 17 en van de littera's *d* en *e* betreffende de civielen.

Zij was van gevoelen, dat het overbodig was aan al de ambtenaren en beambten die tot het leger behooren, en al dan niet gelijk zijn gesteld met den rang van officier, de bepalingen eener wet op te leggen, waarvan het doel niet wezen mag

de tweetaligheid in zich te begunstigen, maar deze in te richten in zooverre zij onontbeerlijk is aan het leven en de eenheid van 's lands leger.

Vermits de Commissie de laatste twee alinea's van artikel 67 liet wegvallen, moest zij *ipso facto* artikel 68 uit het ontwerp verwijderen.

De eerste paragraaf van artikel 69, die feitelijk eene herhaling is van artikel 13 der wet van 1913, werd zonder bespreking aangenomen. Vermits de artikelen 13 en 14 niet werden goedgekeurd, moest de tweede paragraaf wegvallen.

De laatste twee artikelen van het ontwerp konden geen aanleiding geven tot betwisting.

Ziedaar de uitkomst van het onderzoek waaraan uwe Commissie zich heeft overgeleverd.

Geheel het ontwerp werd verworpen met 5 tegen 5 stemmen en ééne onthouding.

De amendementen, welke de Commissie had aangenomen, komen als bijlage van dit verslag voor.

De Verslaggever,

FRANÇOIS BOVESSE.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

BIJLAGE I.**DE TAALQUAESTIE IN HET LEGER.****NOTA VAN DEN HEER DESTRÉE.**

Dit is wat anders dan de taalquaestie in de Gentsche Hoogeschool. Zij heeft belang voor een veel aanzienlijker getal van landgenooten en moet met een bijzondere zorg worden ingestudeerd.

Een eerste overweging beheerscht het debat : deze quaestie moet onderzocht worden afhankelijk van de militaire quaestie, d. i. van de legersterkte.

Hoe gewenscht het ook zij den militairen dienst zoo min zwaar mogelijk te maken, dient men nooit te vergeten dat de soldaat gemaakt is voor het leger en niet het leger voor den soldaat. Van zoodra men de noodzakelijkheid van een leger erkent, moet men er naar streven er een te hebben zoo sterk mogelijk. Van dit oogenblik af zal — ten opzichte van de Natie — een generaal die den veldslag zal winnen zonder Vlaamsch te kennen, steeds veel hooger staan dan een tweetalig generaal die hem verliest.

Theoretisch, staan twee stelsels tegenover elkaar : dat van de versmelting en dat van de splitsing. Beide lossen zij de taalkwestie op. In dat der versmelting, zal iedereen beide nationale talen spreken; in dat der splitsing, zal iederen de taal spreken zijner keuze.

Zeer wel! Doch dit zijn twee theoretische stelsels. En, zoodra men aan de feiten denkt, erkent men dat deze stelsels niet toe te passen zijn. Niemand denkt er aan, twee gansch van elkaar gescheiden legers te maken en zij, die op dezen weg het verst vooruitstreven, nemen de noodzakelijkheid aan van een tweetalig verbindingspersoneel. Eveneens, gelooft niemand aan de mogelijkheid van al de Belgen, door een decreet, tot tweetaligen te herscheppen en zij die, op dien weg, het verst gaan, nemen aan dat de opleiding der soldaten, hetzij in het Fransch, hetzij in het Vlaamsch, bij afzonderlijke groepen moet geschieden; die noodzakelijkheid is klaar, aangezien de hardnekkigste ééntalige er toch niet kan toe komen twee talen tegelijkertijd te spreken!

De waarheid ligt dus tusschen de twee uitersten, zooals het vaak voorkomt. En de goede oplossing zal deze zijn, welke het best de redelijkste gedeelten dezen twee theorieën aan de werkelijkheid zal weten aan te passen.

Ik blijf bij mijne meening dat de gewestelijke aanwerving, met gewesten waarbij rekening gehouden wordt met de taalgrens, het eenvoudigste en het doelmatigste middel is om, voor de massa van het leger, al de bezwaren te keer te gaan, welke uit het taalverschil voortvloeien. Ieder soldaat blijft alzo heel natuurlijk in zijn midden, hij vindt rondom hem gezellen, boven hem oversten die zijne taal spreken en die hem verstaan.

De aanwerving van het lagere kader geschiedt zonder bezwaar, en de keuze wordt geleid door de hoedanigheden en de geschiktheden, zonder dat men zich om de taal moet bekreunen. Het verband der aldus samengestelde troepen wordt tot zijn hoogste punt gedreven, en de noodzakelijkheid van het verbindingspersoneel tot het minimum gebracht.

Doch, hoewel verminderd, blijft de samenhang bestaan daar wij, ik herhaal het nog eens, geenszins willen aansturen naar twee afzonderlijke legers. Op zekere oogenblikken, zal men de Fransche en de Vlaamsche eenheden moeten vereenigen, en alsdan zal men ofwel de overheersching van eene taal over de andere moeten huldigen, ofwel tot een zekere tweetaligheid zijn toevlucht nemen.

De gewestelijke aanwerving sluit dus niet volstrekt de tweetaligheid uit; doch zij beperkt haar arbeidsveld tot hetgeen de Natie, ongedwongen, onbezwaard, kan opleveren voor de natuurlijke benutting der bestaande tweetaligen.

De integrale tweetaligheid, daarentegen, zooals het ontwerp Devèze, stuit op practische onmogelijkheden. Wanneer de statistieken ons leeren dat 40 t. h. van de bevolking enkel Vlaamsch en 40 t. h. enkel Fransch spreekt, is het onredelijk voor te schrijven dat al de korporeels beide talen moeten spreken. Wel is waar, kan men zulks verordenen, maar er zal geen jaar verloopen of men zal bevinden dat men niet in genoegzaam getal bekwame korporeels bezit. Men zal er toe gebracht worden domooren te nemen omdat zij tweetalig zijn. De meerderheid zal Vlaamsch zijn, omdat er bij de Vlamingen het meest tweetaligen aangetroffen worden. De Walen zullen ontevreden zijn van door Vlamingen te worden gedrild. Uitslag: men zal het leger verzwakt hebben.

Alle verplichte tweetaligheid benadeelt en grieft de Walen.

Dit werd honderdmaal bewezen. In de veronderstelling dat de inspanning welke men moet doen om een tweede taal aan te leeren, in elk geval, dezelfde is, is het stellig dat de Vlaming, die Fransch leert, zijn gezichteinder verruimt, terwijl de Waal, die Vlaamsch leert, zich slechts in een zwakke mate verrijkt, zonder echter beloond te worden voor de gedane inspanning.

De tweetaligheid is voor de Walen onverdraaglijk. Zij die in 't wild met 's lands eenheid uitpakken, zouden goed doen daarover een weinig na te denken.

Slechts met een uiterste omzichtigheid en wanneer de noodzakelijkheid afdoende bewezen is, kan men daartoe zijn toevlucht nemen.

De quaestie wordt nog meer ingewikkeld en de tweetaligheid voor goed veroordeeld door de Duitsche taal. Vóór den oorlog, werd er in een zeker aantal gemeenten van de arrondissementen Verviers en Aarlen, Duitsch gesproken. Onbeduidende en altoos verwaarloosde evenredigheid.

Doch, sedert de desannexatie van de kantons Eupen en Malmedy, is de evenredigheid niet onbeduidend meer. En wij zouden een dwaasheid begaan met te pogen deze versch gebakerde Belgen door dwang te ontpruisen. Men moet dus op hen denken en hun dezelfde rechten toekennen als aan de Vlamingen en aan de Walen. Van dit oogenblik af, eischt de versmelting noodzakelijkerwijs geen tweetaligheid meer, maar drietaligheid. Bestaat er een man met gezond verstand die zich inbeeldt genoeg korporeels te vinden die de drie landstalen machtig zijn?

Van het ontwerp Devèze moet dus afgezien worden.

Bovendien, in het ontwerp dat als uit een stuk uit de bureelen van Landsverdediging is gekomen, schijnt men een punt, van groot belang nochtans, vergeten te hebben, namelijk dat wij reeds eene wet op het gebruik der talen in het leger bezitten, deze van 2 Juli 1913.

Heeft de ervaring bewezen dat zij slecht was, of onvoldoende? Dat heeft men ons niet gezegd. Zou het onder die voorwaarden, alvorens ze in haar geheel te veroordeelen en met een pennetrek op te heffen, niet verstandig zijn te onderzoeken of zij desnoods niet dient gewijzigd te worden?

Deze wet, waarvan de heer de Broqueville de vader is, heeft reeds in 1913 hevig verzet doen oprijzen van de zijde der Walen. Door ze aan te nemen als basis van eene nieuwe bespreking, geven dezen blijk van een geest van verzoening en van het verlangen, wat men er ook van gezegd heeft, mede te werken aan het behoud van 's lands eenheid.

Deze wet heeft vooreerst betrekking (art. 1 tot 9) op de examens voor de Militaire School, den gezondheidsdienst (art. 20), de scholen voor de vorming der lagere kaders (art. 11 tot 13) en eindelijk (art. 14-16) het gebruik van de talen in de betrekkingen met de troepen, het publiek en de bestuursoverheden.

Wat betreft de examens voor de Militaire School bezitten wij geene inlichtingen. Zou men niet vooreerst aan den Minister een verslag moeten vragen over de uitslagen der wet van 1913 en de gevolgen die de ervaring ons leeren? Zijn bovendien deze bijzonderheden van de examens wel van wetgevenden aard en zou men niet aan de uitvoerende macht de taak moeten overlaten ze te regelen? Het Latijn (art. 3) schijnt niet onmisbaar voor de moderne oorlogen.

De hoofdzaak is aan die uitvoerende macht eene algemeene, klare en bepaalde richting te geven. Ik veronderstel dat het nagestreefde doel in 1913 was, onze officieren de twee landstalen te doen kennen. Men zou eerst moeten weten of dit doel werd bereikt. Zijn er nog in het leger officieren die maar ééne taal kennen? Men zou deze statistiek kunnen vragen. Zoo ja, dan moet men rechtvaardigheidshalve, zooals in de bestuurswet, eene overgangsbepaling invoeren die zegt dat er door de nieuwe wet geen inbreuk zal gemaakt worden op de rechten van de tegenwoordige officieren.

Men zou verder dienen te bepalen van af welken graad men de kennis van de twee talen zou eischen. Mij dunkt dat het voldoende is met den graad van kapitein te beginnen.

En de tekst van de wet zou dan kunnen luiden :

Van af 1 Januari 1925, zal niemand tot den graad van kapitein kunnen benoemd worden indien hij niet bewijst eene voldoende kennis van de twee landstalen te bezitten en eene elementaire kennis van de Duitsche taal.

Vraagt men mij wat ik versta onder deze hoedanigheidswaarden, dan omschrijf ik ze als volgt : de kennis is voldoende wanneer de candidaat zich gemakkelijk kan onderhouden met de Vlaamsche of Waalsche soldaten, niet alleen over al de vraagstukken die met den dienst betrekking hebben, maar ook over de vraag-

stukken die het normale leven van de soldaten betreffen. Ik denk het niet noodig dat de kapitein in staat weze wetenschappelijke, philosophische of esthetische verhandelingen uiteen te zetten of op te stellen. De kennis is elementair wanneer de aspirant-kapitein een Duitschsprekend soldaat kan verstaan of zich door hem kan doen verstaan voor de zaken van den dienst.

Wat het vaststellen van dezen graad van kennis betreft, zou ik aan den Minister de zorg willen overlaten dit te regelen; alle wetgevende regeling is overtollig, vermits in deze zaken alleen de wijze waarop de toepassing gedaan wordt, van belang is.

Eindelijk, eens de kennis der twee talen zeer ernstig vastgesteld bij den aanvang der loopbaan, zou ik mij er niet verder meer mee bezighouden voor het bekomen der hoogere graden.

De gedachte van de taalexamens, waarvan de moeilijkheid in verhouding is met de belangrijkheid van den graad, is belachelijk, en werd het aangenomen, dan zou het leiden tot een Staf die beter de talen zou kennen dan de militaire wetenschap.

Wat ik aanneem — oh! zonder geestdrift, maar als eene militaire noodzakelijkheid voor het land — voor de hoogere gegradeerden die hun loopbaan zoeken in het leger, dat verwerp ik krachtig voor de soldaten en de lagere gegradeerden die zes of zeven maanden doorloopenden dienst aan het leger geven.

Mij dunkt dat hier de stelregel de pedagogische regel moet zijn : *De onder-richting van de soldaten geschiedt in hunne moedertaal.*

Te dien einde stel ik voor aan de militaire overheden de zorg over te laten, volgens de omstandigheden, min of meer belangrijke groepen van soldaten eener zelfde taal te vormen, en het rechtstreeksch bevel over deze groepen toe te vertrouwen aan korporaals en sergeanten genomen uit die groep. Deze moeten bij gevolg alleen de taal van hunne groep kunnen spreken. Dit is het uitstekend beginsel van het amendement Hubin.

De toepassing er van kan ingewikkeld zijn wanneer men de troepen wil vermengen; in de veronderstelling van de gewestelijke aanwerving vloeit zij voort uit den aard der zaken.

Wat betreft de *Pupillenscholen*, ben ik van meening, om de hooger aangehaalde redenen, dat deze er moeten aan denken een zeker getal lagere gegradeerden en onderrichters die Duitsch kennen te vormen. Zelfs wanneer men de rekruten van Eupen en Malmedy naar Brugge overbrengt moet men hun in hunne taal aanspreken.

Ten slotte zijn er de mededeelingen aan de soldaten, het publiek en de overheden. Wanneer men zich enkel liet leiden door het gezond verstand, zou men zeggen : *De mededeelingen worden gedaan in de taal van degenen tot wie zij gericht zijn. Eene vertaling wordt er bijgevoegd wanneer de omstandigheden daarvan het nut blijken te bewijzen.* Het is inderdaad onzin uit ingenomenheid

met de nationale symetrie mededeelingen te doen in het Fransch en in het Vlaamsch, « de twee teksten naast elkaar geplaatst » in een Kempisch dorp, in het Vlaamsch en in het Fransch, in de omstreken van Chimay. Meer eenvoud en meer bezuiniging! Zie onder : « Inkrimping der uitgaven ! »

Artikel 16 (verslag van de bestuursoverheden) schijnt, zoo niet te moeten verdwijnen, dan toch in overeenkomst te moeten gebracht worden met de wet van 31 Juli 1921 in afwachting dat deze herzien wordt.

Maar ik denk hier een voorbeeld te moeten in 't licht stellen van het pharisaïsme in de verontwaardiging die sommige nationalisten aangrijpt bij het hooren van het woord bestuurlijke scheiding, dat men ten andere in het wilde toepast. Zij weigeren de feiten te zien zooals zij zijn, namelijk in België een stelsel met Fransche taal en een stelsel met Vlaamsche taal te onderscheiden.

Welnu, dit onderscheid bestaat in onze wetten, weliswaar op bedekte wijze, maar toch bestaat het. Men heeft niet durven zeggen Vlaamsche streek, men heeft dit echter omschreven : « In de provinciën Antwerpen, Oost- en Westvlaanderen, Limburg evenals in de arrondissementen Brussel en Leuven ». Eene omschrijving die in andere wetten te vinden is en die ten andere empirisch is. Men heeft niet durven zeggen : Waalsche streek, men gaf er de vernederende benaming aan van : « het overige van het land » ! Wanneer zullen we toch eerlijk de dingen zonder omwegen bij hun naam durven noemen, en erkennen dat er in taalopzicht in België gemeenten zijn voor dewelke, zoo niet uitsluitend dan toch hoofdzakelijk, het stelsel van het Fransch past, gemeenten voor dewelke, zoo niet uitsluitend dan toch hoofdzakelijk, het stelsel van het Vlaamsch past, en dat het tweetalig stelsel in aanmerking kan komen voor de Brusselsche agglomeratie? Wanneer zullen wij den moed hebben de feiten niet meer te verdraaien, en zullen wij, na deze drie stelsels bepaald te hebben, de vrijheid eerbiedigen van het stelsel te kiezen dat men wil?

Zoo is het vraagstuk van de talen in het leger, aan de Universiteit, bij het mijntoezicht, evenals op elk ander gebied waar het zich nog kan voordoen, verbonden met een vraagstuk van algemeenen aard.

Blijft dan nog de quæstie van de talen bij het militair gerecht. Dit wordt geregeld door het besluit-wet van 2 October 1918 dat diende herzien te worden.

Daar het militair gerecht enkel repressief is, komt het vrij voor, dat de beginselen die hier moeten aangenomen worden samen te vatten zijn in : *De taal die moet gebruikt worden voor de militaire rechtbanken is de taal door den beklaagde gekozen.*

En in afwachting dat al de beklaagden rechters vinden die de twee talen kennen, moet men, als overgangsmaatregel, toelaten af te wijken van de regelen der territoriale bevoegdheid, en de zaak verzenden voor eene rechtbank waar men de taal van den beklaagde kent.

JULES DESTRÉE.

BIJLAGE II.

Antwoorden van de Regeering op de vragen gesteld door de Bijzondere Commissie.

Vraag.

Wat verstaat men, in artikel 6 van het ontwerp n^o 125, door « technisch personeel van den hulpdienst » Betreft het wel de leden van den gezondheidsdienst en van den dienst der paardenartsen?

Antwoord.

Door technisch personeel van den hulpdienst moet men verstaan de aspiranten (sergeanten), helpers (adjudanten) en de leerlingen geneesheer, leerlingen apotheker en leerlingen-paardenarts (met rang van leerling-onderluitenant).

Dit personeel is gehecht :

- a) Geneesheeren en apothekers aan de afdeling der hospitalen.
- b) Paardenartsen aan de afdeling der verpleegstations voor paarden.

Vraag.

Welken juiste graad hebben de helpers van den gezondheidsdienst (artikel 6 van het wetsontwerp)?

Antwoord.

De helpers van den gezondheidsdienst zijn thans met de adjudanten gelijkgesteld.

Vraag.

ART. 8. — Bestaat er nog een examen voor de bevordering der luitenanten tot den graad van kapitein? Waarover gaat het? Wordt dit examen opgelegd alleen aan de officieren die hun graad hebben bekomen gedurende den oorlog of onmiddellijk er na? Ofwel wordt dit examen in normaal regiem opgelegd aan de kandidaten-kapitein?

Antwoord.

ART. 8. — Er bestaat een examen, voor de bevordering tot den graad van kapitein, voor de officieren die tijdens of sedert den oorlog werden benoemd zonder voldaan te hebben aan de gewoonlijk vereischte proeven (eindexamen van de Militaire School of examen A).

• Dit examen omvat een *voorbereidende proef* van wetenschappelijken en letterkundigen aard (Fransch, Vlaamsch, geschiedenis, aardrijkskunde, wiskunde) alsmede een eindproef van beroepskundigen aard : artillerie, versterkingskunst, plaatsbeschrijving, militaire inrichtingen en reglementen).

Dit examen heeft dus een voorloopigen aard en moet in gewoon regiem niet meer blijven voortbestaan.

Bij wijze van inlichting : er bestond vóór den oorlog een bijzondere proef, genoemd examen B, dat verplichtend was, voor de bevordering tot den graad van commandant, voor al de officieren der infanterie, der cavalerie en der diensten alsmede voor de officieren der artillerie en der genie niet gekomen uit de Militaire School. De hulpofficieren van den staf waren allen van dit examen verschoond. Gemelde proef werd in 1913 afgeschaft.

Vraag.

ART. 12. — De Commissie begrijpt niet welke de beteekenis, de ware reden is van deze bepaling en vraagt aan den heer Minister of hij het noodig oordeelt dezelve te behouden.

Antwoord.

Het doel van het artikel is de kennis van de Vlaamsche taal te onderhouden bij de officieren welke bij

de bevordering werden voorbijgestreefd. Deze bepalingen gelden oock voor geheel het stelsel dat aan het onderzoek der Commissie is onderworpen.

Vraag.

ART. 14. — *De Commissie vraagt mededeeling van het programma der leergangen van de Krijgsschool.*

Antwoord.

Hierna volgt de tabel van de gedocceerde leergangen, met 21 nota's die de leerstof van iederen cursus aanduiden. Er bestaat op dit oogenblik geene nota van de stoffen der leergangen over den invloed der economische en politieke factoren, over den veldtocht in Afrika, over de automobielen en de talen (elk officier krijgt onderwijs in het Engelsch of in 't Duitsch).

LEERGANGEN GEGEVEN AAN DE KRIJGSSCHOOL.

Coëfficiënten voor de 48^{ste} Divisie en navolgende, en voor de 47^{ste} Divisie in het 3^{de} jaar.

	1 ^{ste} JAAR.		2 ^e JAAR.		3 ^e JAAR.		Totaal der lessen.
	Getal lessen.	Coëfficiënten.	Getal lessen.	Coëfficiënten.	Getal lessen.	Coëfficiënten.	
Krijgskunde en militaire geschiedenis	35	10	70	20	15	7	120
Algemeene tactiek	»	»	35	16	15	13	50
Tactiek der infanterie	30	10	Werken.	4	Werken.	4	30
Tactiek der cavalerie	12	6	Id.	2	Id.	2	12
Tactiek der artillerie	33	10	22	8	Id.	4	55
Vestingwerken en genie	18	7	37	10	Id.	3	55
Verbindingen	13	4	9	3	Id.	1	22
Vliegdienssen	»	»	22	5	Id.	1	22
Inlichtingen	»	»	»	»	18	5	18
Staf	20	7	30	14	Werken.	12	50
Dienst achter het leger	25	7	»	»	Id.	2	25
Inrichting	»	»	»	»	35	8	35
Intendantie	»	»	»	»	12	3	12
Gas	4	»	»	»	»	»	4
Aardrijkskunde	17	5	38	9	»	»	55
Militaire thesis	»	»	»	»	Thesissen.	5	»
Geschiedenis en rechten	37	8	18	4	10	2	65
Neuropsychologie	40	8	»	»	»	»	40
Staathuishoudkunde	»	»	»	»	40	8	40
Mobilisatie der ingezetenen van het Rijk	»	»	»	»	18	4	18
Factoren (Staathuishoudkunde)	»	»	»	»	40	10	40
Wetenschappen (toegepaste physica)	45	10	»	»	»	»	45
Afrikaansche veldtocht	»	»	»	»	6	1	6
Talen (Engelsch en Duitsch)	60	8	30	5	30	5	120
Auto-moto	»	»	10	»	»	»	10
TOTALEN	389	100	321	100	239	100	949

Vraag.

Zijn er nog officieren die geen Vlaamsch kennen?

Antwoord:

Twee honderd.

Vraag.

Hoeveel onderofficieren hebben wij die de twee talen kennen? Gelieve de indeeling per regiment aan te duiden.

Antwoord.

1 ^e	linieregiment	74
2 ^e	id.	74
3 ^e	id.	77
4 ^e	id.	82
5 ^e	id.	60
6 ^e	id.	75
7 ^e	id.	89
8 ^e	id.	83
9 ^e	id.	70
10 ^e	id.	62
11 ^e	id.	98
12 ^e	id.	43
13 ^e	id.	44
14 ^e	id.	47
15 ^e	id.	68
16 ^e	id.	70
17 ^e	id.	86
18 ^e	id.	92
19 ^e	id.	35
20 ^e	id.	30
21 ^e	id.	40
22 ^e	id.	91
23 ^e	id.	89
24 ^e	id.	98
1 ^e	carabiniers	71
2 ^e	id.	73
3 ^e	id.	80
4 ^e	id.	83
1 ^e	grenadiers	62
2 ^e	id.	43
1 ^e	jagers te voet	60
2 ^e	id.	56
3 ^e	id.	49
4 ^e	id.	74
5 ^e	id.	51
6 ^e	id.	70
1 ^e	gidsen	50
2 ^e	id.	40

1 ^{ste} lanciers	31
2 ^o id.	24
3 ^o id.	37
4 ^o id.	40
5 ^e id.	35
6 ^e id.	26
1 ^{ste} jagers te paard	32
2 ^o id.	24
3 ^o id.	45
4 ^e id.	22
1 ^{ste} artillerie-regiment	74
2 ^o id.	»
3 ^e id.	43
4 ^r id.	55
5 ^o id.	30
6 ^e id.	46
7 ^o id.	51
8 ^e id.	62
9 ^o id.	36
10 ^e id.	40
11 ^e id.	32
12 ^e id.	83
13 ^e id.	71
14 ^o id.	64
15 ^o id.	28
16 ^e id.	52
17 ^o id.	52
18 ^e id.	48
Artillerie der D. C.	21
1 ^{ste} regiment der artillerie L.	103
2 ^e id.	53
3 ^o id.	88
1 ^{ste} vervoerkorps.	»
2 ^o id.	78
3 ^o id.	32
4 ^e id.	62
5 ^e id.	36
6 ^o id.	46
Dépôt 1 D. A.	42
Id. 2 D. A.	54
Id. 3 D. A.	36
Id. 4 D. A.	42
Id. 5 D. A.	37
Id. 6 D. A.	46
Dép. Afd. Zwaar geschut.	30
Id. Afd. Ruitery	15
1 ^{ste} genie	»
2 ^e id.	33
3 ^o id.	13
4 ^o id.	20
5 ^e id.	20
6 ^o id.	35

Bewaarplaats torpedisten en mariniers	58
Gendarmerie	564
Spoorwegbataljon	52
Militaire luchtvaart.	472
Tuchtkorps	41
Overseiningstroepen	61
Groot veldpark	161
Brugbouwersbataljon	27
Gezondheidsdienst	236
Intendantdienst	295
1 ^e wielrijdersbataljon	32
2 ^e id.	32
Korps vechtwagens	»
Bewaarplaats bewapende remonte	37
Infanterie-school	11
Artillerie-school	29
Cavalerie-school	17
School der reserve-artillerie-onderluitnants	33
Kadettenschool	15
Pupillenschool	61
Provincie en vesting-bevelhebbers	41
E. M./D. A.	69
E. M./D. I.	21
Groep. Compagnie der overblijvenden. Brussel	57

Vraag.

Komt men op dit oogenblik, praktisch, moeilijkheden tegen om het onderwijs in beide talen te geven?

Antwoord.

Al de bevoegde overheidspersonen erkennen eenparig dat men, op dit oogenblik, geen praktische bezwaren ondervindt om het onderwijs in beide talen te geven.

Vraag.

Gij zegdet dat twee honderd officieren de Vlaamsche taal nog onmachtig zijn. Betreft het onderofficieren?

Kennen zij in 't geheel geen Vlaamsch?

Hoe zijn zij in het leger ingedeeld?

Antwoord.

Officieren tot onderluitenant benoemd :

	Vóór 1 Aug. 1914.	Na 1 Aug. 1914.
Infanterie	9	37
Cavalerie	4	3
Artillerie	4	3
Genie	geen.	5
Secretaris van den Staf	1	5
Geneeskundige dienst.	2	8
Intendantie	14	8

Vraag.

Gij geeft aan hoeveel onderofficieren de Vlaamsche taal kennen.

Kunt gij deze lijst aanvullen met, voor elk regiment, te vermelden het gezamenlijk getal onderofficieren in dienst?

Antwoord.

1 ^e Linieregiment	91
2 ^e id.	82
3 ^e id.	125
4 ^e id.	128
5 ^e id.	97
6 ^e id.	85
7 ^e id.	111
8 ^e id.	93
9 ^e id.	87
10 ^e id.	96
11 ^e id.	103
12 ^e id.	107
13 ^e id.	91
14 ^e id.	89
15 ^e id.	112
16 ^e id.	96
17 ^e id.	94
18 ^e id.	94
19 ^e id.	140
20 ^e id.	67
21 ^e id.	75
22 ^e id.	89
23 ^e id.	96
24 ^e id.	91
1 ^e regiment carabiniers	97
2 ^e id.	93
3 ^e id.	99
4 ^e id.	89
1 ^e regiment jagers te voet	107
2 ^e id.	103
3 ^e id.	102
4 ^e id.	91
5 ^e id.	106
6 ^e id.	114
1 ^e regiment grenadiers	84
2 ^e id.	104
1 ^e bataljon carabiniers wielrijders.	45
2 ^e id. id.	38
1 ^e regiment gidsen	66
2 ^e id.	52
1 ^e regiment lanciers	41
2 ^e id.	47
3 ^e id.	44
4 ^e id.	54
5 ^e id.	54
6 ^e id.	36

1 ^e regiment jagers te paard	52
2 ^e id.	52
3 ^e id.	39
4 ^e id.	38
1 ^e regiment artillerie	83
2 ^e id.	72
3 ^e id.	81
4 ^e id.	74
5 ^e id.	63
6 ^e id.	75
7 ^e id.	71
8 ^e id.	76
9 ^e id.	78
10 ^e id.	89
11 ^e id.	69
12 ^e id.	93
13 ^e id.	83
14 ^e id.	76
15 ^e id.	72
16 ^e id.	70
17 ^e id.	74
18 ^e id.	66
1 ^e regiment zware artillerie.	107
2 ^e id.	64
3 ^e id.	72
Artillerie te paard	26
1 ^e regiment der génie	32
2 ^e id.	32
3 ^e id.	31
4 ^e id.	29
5 ^e id.	37
6 ^e id.	42
1 ^e vervoerkorps	74
2 ^e id.	155
3 ^e id.	169
4 ^e id.	188
5 ^e id.	63
6 ^e id.	96
Korps vechtwagens	13
Luchtvaart	520
Korps overseiningstroepen	79
Korps verbindingstroepen	54
Bataljon der pontonniers	28
Id. der seinwerpers	23
Det. der torpedisten en mariniers	68
Infanterie-school	107
Cavalerie-school.	42
Artillerie-school.	123
Genie-school.	22
Vervoerkorps-school	30
School der intendantietroepen (behoorende tot de T. A. S. I.)	»

School der troepen van den gezondheidsdienst	26
Id. der pupillen en kadetten van het leger.	156
Id. voor de lichamelijke opvoeding	112
Id. van de onderofficieren der zware artillerie	8
Troepen van de intendantediensten	392
Id. van den gezondheidsdienst (personeel)	679
Gehospitaliseerden	111
Tuchtkorps	44
District-depots	397
Onderscheidene diensten	795

Vraag.

Hoeveel onderofficieren, de beide talen kennende, werden opgeleverd door de pupillenscholen ingericht door de wet van 1913?

Antwoord.

Aantal onderofficieren, de beide talen kennende, gekomen uit de pupillenscholen ingericht door de wet van 1913 : honderd (100).

Vraag.

Welke waren, in 't algemeen, de uitslagen der wet van 1913?

Antwoord.

De wet van 1913 op het gebruik der talen in het leger heeft reeds uitmuntende uitslagen opgeleverd. Dit blijkt uit de hiernakomende inlichtingen in zake de kaders.

Het moet bemerkt worden dat gezegde wet nauwelijks begonnen is haar invloed te doen gevoelen, in dezen zin dat zij, wettiglijk, slechts in werking zou treden op 1 Januari 1917 voor de Militaire school en de examens A, en, daar feitelijk de Militaire school opgehouden heeft te bestaan gedurende gansch den oorlog, was het slechts te beginnen met 1919, na den wapenstilstand, dat zij kon toegepast worden.

Echter, werden tijdens den oorlog maatregelen genomen naar den geest dezer wet, ten einde al de jonge officieren en al de onderofficieren in staat te stellen zich over al de punten, den dagelijkschen dienst betreffende, met de soldaten te onderhouden, zoowel op marsch, in rust als in het gevecht. Daartoe werden de candidaat-onderluitenanten verplicht een proef te ondergaan over de practische en gebruikelijke kennis van de Vlaamsche taal van zodra zijn het Instructiemidden van hulp-onderluitenant verlaten, en werden Vlaamsche leergangen ingericht in het korps voor de officieren, candidaat-officieren, onder-officieren en candidaat-onderofficieren.

Vraag.

Meer in het bijzonder, geeft het stelsel, ingevoerd door deze wet voor de leerlingen der Militaire School volledige voldoening?

Antwoord.

Wat meer in het bijzonder de Militaire School betreft, zijn de uitslagen uitstekend.

Op 90 jongelieden die zich in 1922 hebben aangeboden voor de uitgangsexamens van de Militaire School, leidend tot den graad van onderluitenant, hebben er 12, voor eene jury, onafhankelijk van de school, in het Vlaamsch meer dan 16 punten behaald; 46 tusschen 13 en 16 punten; 29 tusschen 10 en 13 punten en 3 minder dan 10 punten.

Een groote krachtsinspanning werd gedaan door de Waalsche leerlingen wat betreft de studie van het Vlaamsch. Dit is vooral toe te schrijven aan het feit dat in 1921 en 1922 de benoeming tot onderluitenant van de candidaten, die niet het gemiddeld cijfer van 10 of 20 punten hadden behaald, drie maanden werd uitgesteld en afhing van het slagen in een nieuw examen.

Deze maatregel werd in 1921 getroffen tegen een leerling, en in 1922 tegen twee leerlingen.

Vraag.

Leveren de jongelieden, die uit de pupillenscholen komen, zooals deze door voornoemde wet zijn ingericht, een kader dat de twee talen kent?

Antwoord.

In de pupillenscholen wordt de tweede nationale taal grondig onderwezen.

De leerlingen die uit de pupillenscholen komen en die de volledige middelbare studiën hebben gedaan, middelbare en hogere graad, leveren een kader dat de twee talen kent.

ANNEXE AU RAPPORT N° 324.

**PROJET DE LOI DÉTERMINANT LE RÉGIME LINGUISTIQUE
DE L'ARMÉE NATIONALE.**

TABLEAU DES TEXTES :

- 1° Du projet de loi (n° 125).
- 2° Du texte amendé par la Commission.

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 324.

**WETSONTWERP TOT REGELING VAN HET TAALSTELSEL
VAN 'S LANDS LEGER.**

TABEL DER TEKSTEN :

- 1° Van het wetsontwerp (n° 125).
- 2° Van den tekst gewijzigd door den Senaat.

Projet de loi.**CHAPITRE PREMIER.****FORMATION AU POINT DE VUE LINGUISTIQUE
DES CADRES DE L'ARMÉE.****§ I.****Obligations imposées aux officiers
et aux candidats officiers.****ARTICLE PREMIER.**

La connaissance du français et la connaissance du flamand sont obligatoires pour l'accession au grade de sous-lieutenant.

ART. 2.

Tout candidat à l'École militaire ou à l'examen littéraire et scientifique pour la candidature au grade de sous-lieutenant par les cadres (appelé actuellement Épreuve préparatoire de l'examen A) subira une épreuve sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales à son choix et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre langue.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par des exercices écrits et oraux portant sur la littérature et la composition.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit selon les règles fixées par l'article 2 de la loi du 2 juillet 1913.

ART. 3.

Les candidats à l'examen d'admission à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire de l'examen A, sont autorisés, s'ils le demandent, à subir les épreuves sur la connaissance approfondie des deux langues nationales.

ART. 4.

Tout candidat à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire de l'examen A, a la faculté de subir en outre, une épreuve ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

Ontwerp van wet.**EERSTE HOOFDSTUK.****TAALKUNDIGE FORMING VAN DE KADERS
VAN HET LEGER.****§ I.****Verplichtingen opgelegd aan de
Officieren en de Candidaat-officieren.****EERSTE ARTIKEL.**

De kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch zijn verplichtend om onderluitenant te kunnen worden.

ART. 2.

Ieder candidaat voor de Militaire School of voor het letterkundig en wetenschappelijk examen tot de candidatuur voor den graad van onderluitenant uit de kaders (thans voorbereidende proef tot het examen A geheeten) moet een proef afleggen over de grondige kennis van één van beide landstalen, naar zijne keus, en eene proef over de elementaire kennis van de andere taal.

De grondige kennis van de taal blijkt uit schriftelijke en mondelinge oefeningen over de letterkunde en het opstellen.

De elementaire kennis van de taal blijkt uit de bij artikel 2 der wet van 2 Juli 1913 vastgestelde regels.

ART. 3.

Op hun verzoek, mogen de candidaten voor het opnemingsexamen tot de Militaire School, of voor de voorbereidende proef tot het examen A, de proeven over de grondige kennis van beide landstalen afleggen.

ART. 4.

Bovendien, staat het iederen candidaat voor de Militaire School of voor de voorbereidende proef tot het examen A, vrij eene proef over het Duitsch, het Engelsch of het Latijn af te leggen.

Texte amendé par la Commission. Tekst door de Commissie gewijzigd.

CHAPITRE PREMIER.

FORMATION AU POINT DE VUE LINGUISTIQUE DES CADRES DE L'ARMÉE.

§ I.

Obligations imposées aux officiers
et aux candidats officiers.

ARTICLE PREMIER.

La connaissance du français et la connaissance du flamand sont obligatoires pour l'accession au grade de sous-lieutenant.

ART. 2.

Tout candidat à l'École militaire ou à l'examen littéraire et scientifique pour la candidature au grade de sous-lieutenant par les cadres (appelé actuellement Épreuve préparatoire à l'examen A) subira une épreuve sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales à son choix et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre langue.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par des exercices écrits et oraux portant sur la littérature et la composition.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit selon les règles fixées par l'article 2 de la loi du 2 juillet 1913.

ART. 3.

Les candidats à l'examen d'admission à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire de l'examen A, sont autorisés, s'ils le demandent, à subir les épreuves sur la connaissance approfondie des deux langues nationales.

ART. 4.

Tout candidat à l'École militaire ou à l'épreuve préparatoire à l'examen A, a la faculté de subir en outre, une épreuve ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

EERSTE HOOFDSTUK.

TAALKUNDIGE FORMING VAN DE KADERS VAN HET LEGER.

§ I.

Verplichtingen opgelegd aan de
Officieren en de Candidaat-officieren.

EERSTE ARTIKEL.

De kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch zijn verplichtend om onderluitenant te kunnen worden.

ART. 2.

Ieder candidaat voor de Militaire School of voor het letterkundig en wetenschappelijk examen tot de candidatuur voor den graad van onderluitenant uit de kaders (thans voorbereidende proef tot het examen A geheeten) moet eene proef afleggen over de grondige kennis van één van beide landstalen, naar zijne keus, en eene proef over de elementaire kennis van de andere taal.

De grondige kennis van de taal blijkt uit schriftelijke en mondelinge oefeningen over de letterkunde en het opstellen.

De elementaire kennis van de taal blijkt uit de bij artikel 2 der wet van 2 Juli 1913 vastgestelde regels.

ART. 3.

Op hun verzoek, mogen de candidaten voor het opnemingsexamen tot de Militaire School, of voor de voorbereidende proef tot het examen A, de proeven over de grondige kennis van beide landstalen afleggen.

ART. 4.

Bovendien, staat het iederen candidaat voor de Militaire School of voor de voorbereidende proef tot het examen A, vrij eene proef over het Duitsch, het Engelsch of het Latijn af te leggen.

Projet de loi.

ART. 5.

Les examens de sortie de l'École Militaire (pour toutes les armes), l'examen professionnel pour la nomination au grade de sous-lieutenant par les cadres (actuellement épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A) et l'examen d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve, comportent une épreuve sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve comprend un exercice de composition, un exercice de conversation sur la vie du soldat et un exercice oral sur les théories et règlements militaires.

ART. 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables par analogie, au personnel technique du service des secours.

Les épreuves prévues par l'article 2 ou par l'article 3 doivent être subies avec succès par les aspirants du service des secours préalablement à leur admission au rang d'auxiliaire.

L'épreuve prévue par l'article 5 doit être subie avec succès par les auxiliaires du service des secours préalablement à leur promotion au grade de sous-lieutenant élève.

Les auxiliaires du service des secours engagés comme tels, ainsi que les civils qui se trouvent dans les conditions pour être admis directement en qualité de sous-lieutenant élèves, doivent subir avec succès avant leur nomination à ce grade les épreuves prévues à l'article 2 ou à l'article 3, ainsi que l'épreuve prévue à l'article 5 de la présente loi.

L'épreuve à subir en vertu des prescriptions de l'article 5 par les auxiliaires du service des secours et les civils qui sollicitent leur admission dans ce service en qualité de sous-lieutenants élèves, sera semblable à celle prévue au second alinéa de cet article en substituant à l'exercice de conversation sur la vie du soldat et à l'exercice oral sur les théories et règlements, des exercices oraux, portant sur les connaissances spéciales des intéressés.

Ontwerp van wet.

ART. 5.

De uitgangsexamens der Militaire School (voor al de wapens), het vak-examen voor de benoeming tot den graad van onderluitenant uit de kaders (thans proef voor het onderluitenschap van het examen A) en het bekwaamheidsexamen tot den graad van reserve-onderluitenant begriipen eene proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef bestaat uit een opstel, een gesprek over het soldatenleven en een mondelinge oefening over de militaire theorieën en reglementen.

ART. 6.

De bepalingen van de artikelen 2, 3, 4 en 5 van onderhavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op het technisch personeel van den hulpdienst.

De bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven moeten, met goeden uitslag, door de aspiranten van den hulpdienst afgelegd worden, vooraleer zij tot den rang van helper bevorderd worden.

De bij artikel 5 voorziene proef moet, met goeden uitslag, door de helpers van den hulpdienst afgelegd worden, vóór zij tot den graad van onderluitenant-leerling kunnen bevorderd worden.

De als dusdanig in dienst getreden helpers van den hulpdienst, evenals de in de vereischte gevallen verkeerende burgers, moeten, om rechtstreeks als onderluitenant-leerling aangenomen te worden, met goeden uitslag, de bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven, evenals de bij artikel 5 van onderhavige wet voorziene proef afleggen, vóór zij tot dezen laatsten graad kunnen benoemd worden.

De proef die, ingevolge de voorschriften van artikel 5, moet afgelegd worden door de helpers van den hulpdienst en door de burgers, die hunne opnemings bij dezen dienst als onderluitenant-leerling aanvragen, is dezelfde als deze, voorzien bij het tweede lid van dit artikel, mits het gesprek over het soldatenleven en de mondelingen oefening over de theorieën en reglementen te vervangen door mondelinge oefeningen over de bijzondere kennis der belanghebbenden.

Texte amendé par la Commission.

ART. 5.

Les examens de sortie de l'École militaire (pour toutes les armes), l'examen professionnel pour la nomination au grade de sous-lieutenant par les cadres (actuellement épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A) et l'examen d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve, comportent une épreuve sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve comprend un exercice de composition, un exercice de conversation sur la vie du soldat et un exercice oral sur les théories et les règlements militaires.

ART. 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables par analogie au personnel technique du service des secours (*services médical, pharmaceutique, vétérinaire*).

Les épreuves prévues par l'article 2 ou par l'article 3 doivent être subies avec succès par les aspirants du service des secours préalablement à leur admission au rang d'auxiliaire.

L'épreuve prévue par l'article 5 doit être subie avec succès par les auxiliaires du service des secours préalablement à leur promotion au grade de sous-lieutenant élève.

Les auxiliaires du service des secours engagés comme tels, ainsi que les civils qui se trouvent dans les conditions pour être admis directement en qualité de sous-lieutenant élèves, doivent subir avec succès, avant leur nomination à ce grade, les épreuves prévues par l'article 2 ou à l'article 3, ainsi que l'épreuve prévue à l'article 5 de la présente loi.

L'épreuve à subir en vertu des prescriptions de l'article 5 par les auxiliaires du service des secours et les civils qui sollicitent leur admission dans ce service en qualité de sous-lieutenants élèves, sera semblable à celle prévue au second alinéa de cet article en substituant à l'exercice de conversation sur la vie du soldat et à l'exercice oral sur les théories et règlements, des exercices oraux portant sur les connaissances spéciales des intéressés.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 5.

De uitgangsexamens der Militaire School (voor al de wapens), het vak-examen voor de benoeming tot den graad van onderluitenant uit de kaders (thans proef voor het onderluitenant-schap van het examen A) en het bekwaamheidsexamen tot den graad van reserve-onderluitenant begripen eene proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef bestaat uit een opstel, een gesprek over het soldatenleven en een mondelinge oefening over de militaire theorieën en reglementen.

ART. 6.

De bepalingen van de artikelen 2, 3, 4 en 5 van onderhavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op het technisch personeel van den hulpdienst (*geneeskundige, artsnijkundige en veeartsnijkundige diensten*).

De bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven moeten, met goeden uitslag, door de aspiranten van den hulpdienst afgelegd worden, vooreer zij tot den rang van helper bevorderd worden.

De bij artikel 5 voorziene proef moet, met goeden uitslag, door de helpers van den hulpdienst afgelegd worden, vóór zij tot den graad van onderluitenant-leerling kunnen bevorderd worden.

De als dusdanig in dienst getreden helpers van den hulpdienst, evenals de in de vereischte gevallen verkeerende burgers, moeten, om rechtstreeks als onderluitenant-leerlingaangenomen te worden, met goeden uitslag, de bij artikel 2 of artikel 3 voorziene proeven, evenals de bij artikel 5 van onderhavige wet voorziene proef afleggen vóór zij tot dezen laatsten graad kunnen benoemd worden.

De proef die, ingevolge de voorschriften van artikel 5, moet afgelegd worden door de helpers van den hulpdienst en door de burgers, die hunne opneming bij dezen dienst als onderluitenant-leerling aanvragen, is dezelfde als deze, voorzien bij het tweede lid van dit artikel, mits het gesprek over het soldatenleven en de mondelinge oefening over de theorieën en reglementen te vervangen door mondelingen oefeningen over de bijzondere kennis der belanghebbenden.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 7.

Les prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, et 5 de la présente loi sont applicables à tous les candidats au grade de sous-lieutenant quels que soient les examens imposés pour l'accession à ce grade, même si ces examens ne comportent pas d'épreuves sur leurs connaissances générales et professionnelles.

ART. 7.

De voorschriften van de artikelen 1, 2, 3, 4, en 5 van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de kandidaten voor den graad van onderluitenant, om 't even welke examens hun daartoe opgelegd zijn, zelfs wanneer die examens geen proef over hunne vakkennis en algemeene kundigheden begripen.

ART. 8.

L'accession des lieutenants au grade de capitaine est subordonnée notamment à la réussite d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve est semblable à celle dont il est question au second alinéa de l'article 5 mais d'une difficulté en rapport avec l'importance des fonctions correspondantes au grade précité.

ART. 8.

De bevordering der luitenants tot den graad van kapitein hangt namelijk af van den goeden uitslag eener proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef is dezelfde als deze, waarvan spraak in het tweede lid van artikel 5, maar de moeilijkheid er van staat in verhouding met de gewichtigheid van den met hooger vermelden graad verband houdenden dienst.

ART. 9.

Les prescriptions de l'article précédent sont applicables aux officiers du service de santé et aux officiers du service vétérinaire pour passer de l'assimilation au grade de lieutenant à l'assimilation au grade de capitaine.

Toutefois, l'épreuve portera principalement sur les connaissances pratiques et théoriques se rapportant à la spécialité des officiers intéressés.

Pour les médecins, l'exercice de conversation sur la vie du soldat, prévu au second alinéa de l'article 5, sera remplacé par l'examen de deux soldats connaissant uniquement la langue flamande et souffrant, l'un d'un mal externe, l'autre d'un mal interne. Le récipiendaire aura à expliquer aux patients dans leur langue le traitement à suivre.

ART. 9.

De voorschriften van voorgaand artikel zijn toepasselijk op de officieren van den geneeskundigen dienst en op de officieren van den dienst der paardenartsen, om van de gelijkstelling met den graad van luitenant over te gaan tot de gelijkstelling met den graad van kapitein.

De proef zal echter hoofdzakelijk slaan op de practische en theoretische kennis van de specialiteit der betrokken officieren.

Het bij het tweede lid van artikel 5 voorziene gesprek over het soldatenleven zal, voor de geneesheeren, vervangen worden door het onderzoek van twee franschonkundige Vlaamsche soldaten, van wie de eene aan eene uitwendige, de andere aan eene inwendige kwaal lijdt. De candidaat moet de zieken, in hun eigen taal, de gepaste behandeling uitleggen.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 7.

Les prescriptions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables à tous les candidats au grade de sous-lieutenant quels que soient les examens imposés pour l'accession à ce grade, même si ces examens ne comportent pas d'épreuves sur leurs connaissances générales et professionnelles.

(Supprimer l'article 8 du projet de loi).

(Supprimer l'article 9 du projet de loi).

ART. 7.

De voorschriften van de artikelen 1, 2, 3, 4, en 5 van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de kandidaten voor den graad van onderluitenant, om 't even welke examens hun daartoe opgelegd zijn, zelfs wanneer die examens geen proef over hunne vakkennis en algemeene kundigheden begripen.

(Artikel 8 van het wetsontwerp vervalt).

(Artikel 9 van het wetsontwerp vervalt).

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 10.

Les officiers qui, avant leur nomination au grade de sous-lieutenant ont subi avec succès les épreuves prévues à l'article 3 de la présente loi, sont considérés, de ce fait, comme ayant satisfait aux prescriptions de l'article 8 ou de l'article 9 ci-dessus.

ART. 10.

De officieren die, vóór hunne benoeming tot den graad van onderluitenant, de bij artikel 3 van onderhavige wet voorziene proeven met goeden uitslag hebben afgelegd, worden daardoor aanzien als voldaan hebbende aan de voorschriften van hoogerstaande artikelen 8 of 9.

ART. 11.

L'accession des capitaines au grade de major est subordonnée notamment à la réussite d'une épreuve portant sur la connaissance de la langue flamande.

Cette épreuve comprendra un exercice écrit de composition et un exercice oral consistant en le développement d'un sujet militaire.

La difficulté de l'épreuve sera en rapport avec l'importance des fonctions de l'officier supérieur.

ART. 11.

De bevordering der kapiteins tot den graad van majoor hangt namelijk af van den goeden uitslag eener proef over de kennis van de Vlaamsche taal.

Deze proef bestaat uit een opstel en een mondelinge oefening over de ontwikkeling van een militair onderwerp.

De moeilijkheid der proef staat in verhouding met de gewichtigheid van den dienst van den hoogerem officier.

ART. 12.

Les officiers en activité de service du grade de lieutenant ou de capitaine, qui ont été privés pour quelque raison que ce soit, du bénéfice de l'avancement à l'ancienneté ou au choix, sont tenus, dans l'année où ils auraient été promus normalement au grade de capitaine ou de major, de subir avec succès les épreuves imposées respectivement par les articles 8 ou 9 et 11 de la présente loi, sans préjudice toutefois de l'application des prescriptions de l'article 10.

ART. 12.

De officieren in werkdadigen dienst, met den graad van luitenant of van kapitein, die, wegens om 't even welke reden, verstoken bleven van het voordeel der bevordering volgens dienstouderdom of met keuze, moeten, tijdens het jaar waarin zij normalerwijze tot den graad van kapitein of van majoor zouden bevorderd worden, met goeden uitslag, de proeven, opgelegd onderscheidenlijk bij de artikelen 8 of 9 en 11 van onderhavige wet, afgelegd hebben, onverminderd, evenwel, de toepassing van de voorschriften van artikel 10.

Les officiers du grade de lieutenant qui, au moment de la promulgation de la présente loi, auraient déjà dû être promus normalement au grade de capitaine, seront tenus dans les deux années qui suivront cette promulgation de subir avec succès l'épreuve prescrite à l'article 8.

De officieren met den graad van luitenant die, op 't oogenblik der afkondiging van onderhavige wet, normalerwijze reeds tot den graad van kapitein moesten bevorderd zijn, dienen binnen de twee jaar na deze afkondiging, in de bij artikel 8 voorgeschreven proef te slagen.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Art. 8 (ancien art. 10).

Les officiers qui, avant leur nomination au grade de sous-lieutenant ont subi avec succès les épreuves prévues à l'article 3 de la présente loi sont considérés, de ce fait, comme ayant satisfait aux prescriptions de l'article 8.

(Supprimer les art. 11 à 15 du projet de loi.)

Art. 8 (vroeger art. 10).

De officieren die, vóór hunne benoeming tot den graad van onderluitenant, de bij artikel 3 van onderhavige wet voorziene proeven met goeden uitslag hebben afgelegd, worden daardoor aanzien als voldaan hebbende aan de voorschriften van hoogerstaande artikel 8.

(Art. 11 tot 15 van het wetsontwerp vervallen.)

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 13.

Les officiers candidats à l'École de Guerre sont tenus, même s'ils l'ont déjà réussie précédemment, de subir avec succès, au moment des examens d'admission, l'épreuve prévue à l'article 8 de la présente loi.

Les prescriptions de l'article 10 ne sont pas applicables à ces officiers pour les examens d'admission à l'École de Guerre.

ART. 14.

Les officiers, élèves à l'École de Guerre, sont tenus de subir avec succès au moment des examens de sortie, l'épreuve prescrite par l'article 11 de la présente loi.

Les officiers qui ont obtenu le diplôme de sortie de l'École de Guerre (Brevet d'adjoint d'État-Major) sont considérés comme ayant satisfait à l'épreuve linguistique imposée pour l'accession au grade de major par l'article 11 précité.

ART. 15.

En cas d'échec à l'un des examens prévus aux articles ci-avant, le récipiendaire est admis à se présenter à nouveau pour le subir dans le délai d'une année.

En cas de succès à cette seconde épreuve, la nomination ou la promotion de l'intéressé seront accordées avec effet rétroactif, dans le cas où elles auraient été retardées par suite du premier échec.

ART. 13.

Op 't oogenblik der opnemingsexamens, moeten de officieren-candidaten voor de Krijgsschool, zelfs indien zij er vroeger reeds in slaagden, de bij artikel 8 van onderhavige wet voorziene proef met goeden uitslag afleggen.

De voorschriften van artikel 10 zijn niet toepasselijk op deze officieren, voor de examens ter opneming in de Krijgsschool.

ART. 14.

Op 't oogenblik der uitgangsexamens, moeten de officieren-leerlingen aan de Krijgsschool de bij artikel 11 der onderhavige wet voorgeschreven proef met goeden uitslag afleggen.

De officieren die het uitgangsdiploma der Krijgsschool behalen (brevet van stafadjunct), worden, voor hunne bevordering tot den graad van majoor, aangezien alsof zij voldaan hadden aan de bij hooogerstaand artikel 11 opgelegde taalkundige proef.

ART. 15.

Ingeval van mislukking in een der bij voorgaande artikelen voorziene examens, wordt de candidaat opnieuw tot dit examen toegelaten binnen den termijn van één jaar.

Slaagt de belanghebbende in deze tweede proef, dan wordt zijne benoeming of bevordering toegestaan met terugwerkende kracht, indien deze wegens de eerste mislukking werd uitgesteld.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

§ II.

§ II.

Obligations imposées aux gradés
subalternes.Verplichtingen opgelegd aan de lagere
gegradeerden.

ART. 16.

ART. 16.

Nul ne peut être nommé au grade de caporal ou de brigadier s'il n'a subi avec succès une épreuve destinée à prouver qu'il est capable de converser couramment avec les soldats, dans leur langue, sur tous les détails du service.

Niemand kan tot den graad van korporaal of van brigadier bevorderd worden, zoo hij geene proef met goeden uitslag heeft afgelegd, waaruit blijkt dat hij met de soldaten in hunne taal vlot over al de dienstaangelegenheden kan spreken.

ART. 17.

ART. 17.

Nul ne peut être promu au grade de sergent ou de maréchal-des-logis s'il n'a subi avec succès une épreuve destinée à prouver qu'il est capable en outre, d'expliquer aux soldats les théories et les règlements militaires ainsi que de rédiger dans les deux langues un ordre ou un rapport relatifs aux opérations militaires de sa compétence.

Niemand kan tot den graad van sergeant of van wachtmeester bevorderd worden, zoo hij niet met goed gevolg eene proef heeft afgelegd, waaruit blijkt dat hij bovendien in staat is de militaire theorieën en reglementen aan de soldaten te verklaren en tevens in beide talen een bevel of een verslag op te maken over de militaire verrichtingen zijner bevoegdheid.

ART. 18.

ART. 18.

Nul ne peut être promu au grade d'adjudant de carrière, s'il n'a subi avec succès une épreuve sur la connaissance de chacune des deux langues nationales.

Cette épreuve est semblable pour chaque langue à l'épreuve prévue au second alinéa de l'article 5 de la présente loi.

Niemand kan tot den graad van beroepsadjudant bevorderd worden, zoo hij geen proef over de kennis van ieder der twee landstalen met goeden uitslag heeft afgelegd.

Deze proef is voor elke taal dezelfde als die, voorzien in het tweede lid van artikel 5 van onderhavige wet.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

—

(Supprimer les articles 16 à 20 du
projet de loi.)

—

(Art. 16 tot 20 van het wetsontwerp
vervallen.)

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 19.

Les sous-officiers présents sous les armes sont tenus de subir avec succès, dans les trois années qui suivent la promulgation de la présente loi et suivant le cas, soit l'épreuve prévue à l'article 17, soit l'épreuve prévue à l'article 18.

ART. 19.

De onder de wapens zijnde onder-officiëren moeten binnen de drie jaar na de afkondiging van onderhavige wet en volgens het geval, hetzij de bij artikel 17, hetzij de bij artikel 18 voorziene proef afleggen.

ART. 20.

Les gradés et candidats gradés quels que soient leur emploi ou leur position dans l'armée sont tenus de suivre des cours destinés à entretenir et à perfectionner leur connaissance des deux langues nationales.

ART. 20.

De gegradeerden en candidaat-gegradeerden, om 't even welke betrekking of welken graad zij bij het leger bekleeden, moeten leergangen volgen, om hunne kennis van beide landstalen te onderhouden en te volmaken.

§ III.

§ III.

Régime des épreuves
portant sur la connaissance
des langues nationales.

Stelsel der proeven over de kennis
van de landstalen.

A. — Règles fondamentales.

A. — Grondregelen.

ART. 21.

Nul n'est considéré comme ayant subi avec succès une épreuve portant sur la connaissance d'une langue nationale s'il n'a pas obtenu, dans l'ensemble des exercices imposés, une cote égale à la moitié du nombre maximum des points alloués pour la connaissance approfondie de la langue.

ART. 21.

Niemand wordt aangezien als hebbende met goeden uitslag eene proef afgelegd over de kennis van eene nationale taal, zoo hij voor al de opgelegde oefeningen bijeen de helft niet heeft behaald van het hoogste getal punten toegekend voor de grondige kennis van de taal.

ART. 22.

Dans tous les examens comportant une épreuve sur la connaissance de la langue flamande et une épreuve sur la connaissance de la langue française, l'importance attribuée au flamand est toujours égale à celle attribuée au français.

ART. 22.

In al de examens die eene proef over de kennis van de Vlaamsche en eene proef over de kennis van de Fransche taal begriipen, moeten er altijd evenveel punten op het Vlaamsch als op het Fransch staan.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

§ II. (Anciennement § III.)

Régime des épreuves portant sur la connaissance des langues nationales.

ART. 9 (ancien art. 21).

Nul n'est considéré comme ayant subi avec succès une épreuve portant sur la connaissance d'une langue nationale s'il n'a pas obtenu, dans l'ensemble des exercices imposés, une cote égale à la moitié du nombre maximum des points alloués pour la connaissance approfondie de la langue.

ART. 10 (ancien art. 22).

Dans tous les examens comportant une épreuve sur la connaissance de la langue flamande et une épreuve sur la connaissance de la langue française, l'importance attribuée au flamand est toujours égale à celle attribuée au français.

§ II. (Vroeger § III.)

Stelsel der proeven over de kennis van de landstalen.

ART. 9 (vroeger art. 21).

Niemand wordt aangezien als hebbende met goeden uitslag eene proef afgelegd over de kennis van eene nationale taal, zoo hij voor al de opgelegde oefeningen bijeen de helft niet heeft behaald van het hoogste getal punten toegekend voor de grondige kennis van de taal.

ART. 10 (vroeger art. 22).

In al de examens die eene proef over de kennis van de Vlaamsche en eene proef over de kennis van de Fransche taal begripen, moeten er altijd evenveel punten op het Vlaamsch als op het Fransch staan.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 23.

Dans les épreuves sur la connaissance élémentaire d'une langue nationale, il ne peut être alloué une cote supérieure aux quatorze vingtièmes du nombre maximum des points attribués à la connaissance approfondie de cette langue.

ART. 23.

In de proeven over de elementaire kennis van eene landstaal, mag er niet meer dan veertien twintigsten verleend worden van het hoogste getal punten, toegekend voor de grondige kennis van die taal.

ART. 24.

La cote obtenue par un candidat qui s'est soumis à l'une des épreuves prévue à l'article 4 de la présente loi sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière ayant, par rapport à la première, une importance égale à cinq.

ART. 24.

Het beoordeelingscijfer behaald door een candidaat die een der bij artikel 4 van onderhavige wet voorziene proeven heeft afgelegd, wordt samengeteld met het beoordeelingscijfer dat hij behaald heeft voor de Fransche en de Vlaamsche talen bijeen, de waarde van dit laatste ten opzichte van het eerste gelijk zijnde aan vijf.

Dans le cas où la combinaison prescrite ci-dessus aurait pour effet de réduire la cote obtenue sur l'ensemble des deux langues nationales, elle serait annulée et la cote d'ensemble seule maintenue.

Wordt het beoordeelingscijfer behaald voor beide landstalen bijeen, door de in voorgaand lid voorgeschreven samentelling kleiner, dan valt zij weg, en het volle beoordeelingscijfer alleen blijft behouden.

B. — *Des jurys d'examen.*B. — *Over de examen-beoordeelingsraden.*

ART. 25.

Les militaires et les civils appartenant à l'armée qui, en vertu des dispositions de la présente loi, sont tenus ou ont la faculté de faire la preuve de leurs connaissances en matière de langues nationales, subissent les épreuves prescrites à cet effet devant un jury spécial constitué et fonctionnant, pour chaque langue, comme il est prescrit dans le présent paragraphe.

ART. 25.

De militairen en de tot het leger behorende burgers die, krachtens de beschikkingen van onderhavige wet, het bewijs hunner kennis van de landstalen moeten of mogen leveren, leggen de daartoe voorgeschreven proeven af voor een aangestelden bijzonderen beoordeelingsraad die voor iedere taal zetelt, zooals zulks in onderhavige paragraaf is voorgeschreven.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 11 (ancien art. 23).

Dans les épreuves sur la connaissance élémentaire d'une langue nationale, il ne peut être alloué une cote supérieure aux quatorze vingtièmes du nombre maximum des points attribués à la connaissance approfondie de cette langue.

ART. 12 (ancien art. 24).

La cote obtenue par un candidat qui s'est soumis à l'une des épreuves prévues à l'article 4 de la présente loi sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière ayant, par rapport à la première, une importance égale à cinq.

Dans le cas où la combinaison prescrite ci-dessus aurait pour effet de réduire la cote obtenue sur l'ensemble des deux langues nationales, elle serait annulée et la cote d'ensemble seule maintenue.

(Supprimer les articles 25 à 36 du projet de loi).

ART. 11 (vroeger art. 23).

In de proeven over de elementaire kennis van eene landstaal, mag er niet meer dan veertien twintigsten verleend worden van het hoogste getal punten, toegekend voor de grondige kennis van die taal.

ART. 12 (vroeger art. 24).

Het beoordeelingscijfer behaald door een candidaat die een der bij artikel 4 van onderhavige wet voorziene proeven heeft afgelegd, wordt samengeteld met het beoordeelingscijfer dat hij behaald heeft voor de Fransche en de Vlaamsche talen bijeen, de waarde van dit laatste ten opzichte van het eerste gelijk zijnde aan vijf.

Wordt het beoordeelingscijfer behaald voor beide landstalen bijeen, door de in voorgaand lid voorgeschreven samentelling kleiner, dan valt zij weg, en het volle beoordeelingscijfer alleen blijft behouden.

(Artikelen 25 tot 36 van het wetsontwerp vervallen).

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

a) JURYS POUR LES ÉPREUVES IMPOSÉES
AUX CANDIDATS OFFICIERS ET AUX OFFICIERS.

a) BEOORDEELINGSRADEN VOOR DE PROEVEN
OPGELEGD AAN DE CANDIDAAT-OFFICIËREN
EN AAN DE OFFICIËREN.

ART. 26.

ART. 26.

Il y a pour l'ensemble des épreuves et examens mentionnés ci-après, un jury unique pour le français et un jury unique pour le flamand :

Voor al de verderstaande proeven en examens te gader zijn er maar één beoordeelingsraad voor het Fransch, en maar één beoordeelingsraad voor het Vlaamsch :

1° Examens d'admission à l'école militaire;

1° Examens ter opneming in de Militaire school;

2° Épreuve préparatoire à l'examen A;

2° Voorbereidende proef tot het examen A;

3° Épreuve d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve;

3° Bekwaamheidsproef voor den graad van reserve- onderluitenant;

4° Examens de sortie de l'école militaire;

4° Uitgangsexamens der Militaire school;

5° Épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A;

5° Proef voor het onderluitenant-schap van het examen A;

6° Épreuves imposées aux candidats officiers non astreints à subir l'examen A;

6° Proeven opgelegd aan de candidaat-officiëren die het examen A niet moeten afleggen;

7° Examen imposé aux lieutenants pour l'accession au grade de capitaine;

7° Examen opgelegd aan de luitenants voor de bevordering tot den graad van kapitein;

8° Examens imposés aux capitaines pour l'accession au grade de major;

8° Examens opgelegd aan de kapiteins voor de bevordering ten den graad van majoor;

9° Examen des lieutenants et des capitaines privés d'avancement;

9° Examens voor de luitenants en kapiteins zonder bevordering;

10° Examen d'entrée à l'école de guerre;

10° Ingangsexamen voor de Krijgsschool;

11° Examens de sortie de l'école de guerre;

11° Uitgangsexamens der Krijgsschool;

12° Épreuves instituées en vertu des prescriptions de la présente loi par analogie avec les précédentes pour les officiers, les candidats officiers, les fonctionnaires ou employés civils ayant rang d'officier ou assimilés à ce rang, les candidats militaires ou civils aux emplois de fonctionnaires ou d'employés qui confèrent le rang d'officier ou assimilent à ce rang.

12° Proeven ingesteld krachtens de voorschriften van onderhavige wet in overeenkomst met de voorgaande, voor de officieren, de candidaat-officiëren, de burgerlijke ambtenaren of beambten met rang van officier of met dezen rang gelijkgesteld, de militaire of burgerlijke kandidaten voor de betrekkingen van ambtenaar of beambte waaraan de rang van officier of gelijkstelling met dien rang is verbonden.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 27.

Les jurys dont il est question à l'article précédent siègent à Bruxelles.

Il sont composés d'un président et de deux membres.

L'un des membres est toujours un professeur de l'enseignement officiel moyen du degré supérieur, ou de l'enseignement officiel supérieur.

ART. 28.

Il y a pour les épreuves à subir sur la connaissance des langues par les officiers et les candidats officiers du service de santé et du service vétérinaire :

Un jury français et un jury flamand pour le service de santé ;

Un jury français et un jury flamand pour le service vétérinaire.

Ces jurys ont une composition semblable à celles des jurys dont il est question à l'article précédent.

Toutefois, pour les médecins, le professeur est remplacé par un médecin choisi par le Ministre de la Défense Nationale sur une liste triple fournie par le Président de l'Académie royale flamande.

Les jurys pour le service de santé et les jurys pour le service vétérinaire siègent à Bruxelles.

ART. 27.

De beoordeelingsraden waarvan sprake in voorgaand artikel, zetelen te Brussel.

Zij bestaan uit eenen voorzitter en twee leden.

Eén der leden is altijd een leeraar van het officieel middelbaar onderwijs van den hooger en graad of van het officieel hooger onderwijs.

ART. 28.

Voor de proeven die de officieren en de candidaat-officieren van den geneeskundigen dienst en den dienst der paardenartsen over de kennis van de talen moeten afleggen, zijn er :

Een Fransche en een Vlaamsche beoordeelingsraad voor den geneeskundigen dienst ;

Een Fransche en een Vlaamsche beoordeelingsraad voor den dienst der paardenartsen.

Deze beoordeelingsraden zijn op dezelfde wijze samengesteld als die waarvan sprake in voorgaand artikel.

Voor de geneesheeren, echter, wordt de leeraar vervangen door eenen geneesheer, gekozen door den Minister van Landsverdediging uit eene door den Voorzitter der Koninklijke Vlaamsche Academie in drievoud ingediende lijst.

De beoordeelingsraden voor den geneeskundigen dienst en deze voor den dienst der paardenartsen zetelen te Brussel.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 29.

Les présidents et membres effectifs des jurys dont il est question aux articles 27 et 28 ci-dessus, sont autant que possible permanents.

Des présidents et membres suppléants sont aussi désignés en permanence.

Les présidents et membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi sur la proposition du Ministre de la Défense Nationale ou sur la proposition du Ministre des Sciences et des Arts chacun en ce qui le concerne.

ART. 30.

Le Ministre de la Défense Nationale détermine annuellement pour les jurys centraux la date et la durée des diverses sessions.

ART. 31.

Un arrêté royal règlera le détail du fonctionnement des divers jurys centraux et déterminera les allocations qui seront éventuellement attribuées aux présidents et aux membres effectifs et suppléants de ces jurys à raison de leurs fonctions.

Les séances consacrées aux parties orales des épreuves sont publiques.

ART. 29.

De werkende voorzitters en leden der beoordeelingsraden, bedoeld bij hoogerstaande artikelen 27 en 28, zijn zooveel mogelijk bestendig.

Er zijn ook altijd plaatsvervangende voorzitters en leden.

De werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden worden door den Koning benoemd, op voorstel van den Minister van Landsverdediging of op voorstel van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, ieder voor zooveel hem aangaat.

ART. 30.

De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar datum en duur van de verschillende zittingen der hoofdbeoordeelingsraden.

ART. 31.

Een Koninklijk besluit zal de werkingbijzonderheden der verschillende hoofdbeoordeelingsraden regelen en de toelagen bepalen die, desgevallend, aan de werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden dezer beoordeelingsraden, uit hoofde van hun ambt, mochten toegekend worden.

De zittingen voor de mondelinge proeven zijn openbaar.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

Projet de loi.

b) JURYS POUR LES EXAMENS A SUBIR PAR
LES GRADÉS ET CANDIDATS GRADÉS.

ART. 32.

Il est organisé dans chaque province, pour les épreuves à subir par les gradés et candidats gradés, un jury flamand et un jury français.

Se présentent devant les jurys provinciaux :

1° Tous les candidats caporaux ou brigadiers, tous les candidats sergents ou maréchaux des logis et tous les candidats adjutants de carrière ;

2° Tous les élèves des Écoles pour le perfectionnement des sous-officiers ;

3° Tous les élèves des Écoles des pupilles ;

4° Les civils appartenant à l'armée et assimilables aux gradés ou aux candidats gradés.

Les sessions d'examen ont lieu :

1° Pour les candidats caporaux, les candidats sous-officiers, les candidats adjutants et les civils aux dates fixées par les commandants de province en général au moment des examens de sortie des écoles de sous-officiers ;

2° Pour les élèves des Écoles pour gradés, au moment des examens de sortie de ces écoles ;

3° Pour les élèves des Écoles des pupilles, au moment des examens de fin de 7^e, 4^e et 1^{re} des humanités.

Les jurys provinciaux siègent au chef-lieu de la province, sauf celui de la province de Limbourg qui siège au camp de Beverloo.

Transitoirement, le territoire occupé en Allemagne par les troupes belges sera considéré comme faisant partie de la province de Liège en ce qui concerne l'exécution des prescriptions du présent article.

Relèvent du jury de leur province tous les gradés et candidats gradés en garnison permanente dans la province, ainsi que les élèves des Écoles établies sur le territoire de la province.

Ontwerp van wet.

b) BEOORDEELINGSRADEN VOOR DE EXAMENS
AF TE LEGGEN DOOR DE GEGRADÉERDEN
EN DE CANDIDAAT-GEGRADÉERDEN.

ART. 32.

In iedere provincie wordt er een Vlaamsche en een Fransche beoordeelingsraad aangesteld voor de door de gegradeerden en candidaat-gegradeerden af te leggen proeven.

Komen voor de provinciale beoordeelingsraden :

1° Al de candidaat-korporaals of brigadiers, al de candidaat-sergeanten of wachtmeesters, en al de candidaat-beoepsadjutanten ;

2° Al de leerlingen der scholen tot verbetering der onderofficieren ;

3° Al de leerlingen der Pupillenscholen ;

4° De burgers die tot het leger behooren en kunnen gelijkgesteld worden met de gegradeerden of de candidaat-gegradeerden.

De examenzittijden worden geopend :

1° Voor de candidaat-korporaals, de candidaat-onderofficieren, de candidaat-adjutanten en de burgers, op de datums bepaald door de provincie-commandanten, over 't algemeen, op 't oogenblik der uitgangsexamens van de scholen voor onderofficieren ;

2° Voor de leerlingen der scholen voor gegradeerden op het oogenblik der uitgangsexamens van die scholen ;

3° Voor de leerlingen der Pupillenscholen op 't oogenblik der eindexamens van de 7^e, 4^e en 1^{re} der humaniora.

De provinciale beoordeelingsraden zetelen ter hoofdplaats der provincie, behalve deze der provincie Limburg, die in 't Kamp van Beverloo zetelt.

Bij overgangsmaatregel, zal het door de Belgische troepen in Duitschland bezet gebied, wat de uitvoering der voorschriften van onderhavig artikel betreft, gerekend worden alsof het tot de provincie Luik behoorde.

Al de gegradeerden en candidaat-gegradeerden in vast garnizoen in de provincie, evenals de leerlingen der scholen binnen de provincie gelegen, hangen af van de beoordeelingsraden hunner provincie.

Texte amendé par la Commission.

—

Tekst door de Commissie gewijzigd.

—

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 33.

Les jurys provinciaux sont composés chacun d'un président et de deux membres.

L'un des membres est toujours un professeur de l'enseignement officiel moyen du degré inférieur ou supérieur.

ART. 34.

Les présidents et membres des jurys provinciaux sont autant que possible permanents. Des présidents et membres suppléants sont également désignés en permanence.

Les présidents et membres effectifs et suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre des Sciences et des Arts chacun en ce qui le concerne.

ART. 35.

Chaque commandant de province fixe annuellement pour le jury de sa province les dates et les durées des diverses sessions.

ART. 36.

Le Ministre de la Défense Nationale arrêtera le mode de fonctionnement des jurys provinciaux et déterminera les allocations qui seront éventuellement attribuées aux présidents et membres effectifs et suppléants à raison de leurs fonctions.

Les séances consacrées aux parties orales des épreuves sont publiques.

ART. 33.

Iedere provinciale beoordeelingsraad bestaat uit eenen voorzitter en twee leden.

Één der leden is altijd een leeraar van het officieel middelbaar onderwijs van den hooger en of den lageren graad.

ART. 34.

De voorzitters en de leden van de provinciale beoordeelingsraden zijn, zooveel mogelijk, bestendig. Er zijn ook altijd plaatsvervangende voorzitters en leden.

De werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden worden aangesteld door den Minister van Landsverdediging en den Minister van Kunsten en Wetenschappen, ieder voor zooveel hem aangaat.

ART. 35.

Ieder provincie-commandant bepaalt ieder jaar voor den beoordeelingsraad zijner provincie, de datums en den duur der verschillende zittingen.

ART. 36.

De Minister van Landsverdediging zal de werkwijze der provinciale beoordeelingsraden vaststellen en tevens de toelagen bepalen die, desgevallend, aan de werkende en plaatsvervangende voorzitters en leden uit hoofde van hun ambt, mochten toegekend worden.

De zittingen voor de mondelinge proeven zijn openbaar.

Texte amendé par la Commission.

—

Tekst door de Commissie gewijzigd.

—

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

§ IV.

§ IV.

Des sanctions.

Strafbepalingen.

ART. 37.

ART. 37.

Un arrêté royal déterminera, en matière d'infractions aux prescriptions de la présente loi, le mode d'application des peines et mesures disciplinaires, prévues suivant la position des délinquants par le règlement de discipline ou par les arrêtés organiques des services.

In zake overtreding van de voorschriften van onderhavige wet, zal een Koninklijk Besluit de toepassingswijze regelen van de tuchtstraffen en tuchtmaatregelen, die volgens den stand der overtreders bij het tuchtreglement of de inrichtingsbesluiten der diensten voorzien zijn.

ART. 38.

ART. 38.

Dans les examens qui comportent, outre une ou des épreuves portant sur la connaissance d'une des deux langues nationales ou des deux langues nationales, des épreuves portant sur la connaissance d'autres branches, l'insuccès dans une des premières entraînera l'échec dans l'ensemble de l'examen quelle que soit la moyenne générale obtenue.

In de examens, die buiten de proef of de proeven over de kennis van eene landstaal of van allebei de landstalen, proeven begripen over de kennis van andere vakken, voert de mislukking in een dezer eerste proeven de mislukking na in heel het examen, welk het behaald algemeen middelen cijfer, ook weze.

Les épreuves sur la connaissance des langues ne peuvent être dissociées de l'ensemble des autres épreuves.

De proeven over de taalkennis mogen niet van het gezamenlijke der andere proeven afgescheiden worden.

ART. 39.

ART. 39.

Le fait de n'avoir pas satisfait aux prescriptions des articles 8 ou 9 de la présente loi, prive les officiers en cause du bénéfice de l'application de l'article 8 de la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement dans l'armée.

Door het feit niet aan de voorschriften van artikel 8 of 9 van onderhavige wet te hebben voldaan, wordt het voordeel der toepassing van artikel 8 der wet van 16 Juni 1836 op de bevordering in het leger, aan de betrokken officieren onttrokken.

ART. 40.

ART. 40.

Le fait de n'avoir pas satisfait aux prescriptions de l'article 11 de la présente loi prive les capitaines ou les officiers assimilés à ce grade du bénéfice de l'application de l'article 9 de la loi du 16 juin 1836 sur l'avancement dans l'armée.

Het feit niet aan de voorschriften van artikel 11 van onderhavige wet te hebben voldaan, ontnemt de kapiteins of de met dezen graad gelijkgestelde officieren het voordeel der toepassing van artikel 9 der wet van 16 Juni 1836 op de bevordering in het leger.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

(Supprimer les articles 37 à 42 du
projet de loi.)

(Artikelen 37 tot 42 van het we-
ontwerp vervallen.)

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 41.

Les officiers qui, se trouvant dans les conditions prévues à l'article 12, n'auront pas satisfait dans les délais prescrits aux obligations imposées par cet article, seront considérés comme hors d'état de continuer à servir dès qu'ils atteindront le nombre d'années de service prescrit par l'alinéa 2 de l'article premier de la loi du 23 novembre 1919, sur les pensions militaires.

ART. 42.

Faute de satisfaire aux prescriptions qui font l'objet de l'article 20 de la présente loi, les sous-officiers intéressés seront exclus du droit de contracter un engagement dans l'armée.

CHAPITRE II.**RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ARMÉE.****§ V.**

Régime linguistique des corps, services, établissements et autres organismes de l'armée à l'exception des établissements d'instruction.

ART. 43.

Le régime linguistique de l'armée est réglé de manière à assurer l'emploi égal des deux langues dans le service militaire, sauf en ce qui concerne les commandements.

ART. 44.

Dans les unités, les soldats sont répartis pour l'instruction individuelle, en classes flamandes et en classes françaises dont les instructeurs doivent connaître respectivement la langue flamande et la langue française d'une manière approfondie.

Pour l'instruction collective les explications, remarques et observations des chefs sont données ou faites en français et en flamand.

ART. 41.

De officieren, die in de bij artikel 12 voorziene gevallen verkeer en niet binnen de voorgeschreven termijnen aan de bij dit artikel opgelegde verplichtingen hebben voldaan, worden beschouwd als waren zij niet meer in staat nog te dienen, zoodra zij het aantal dienstjaren bereiken, voorgeschreven bij het 2° lid van artikel 1 der wet van 23 November 1919 op de Militaire Pensioenen.

ART. 42.

De onderofficieren, die niet aan de voorschriften van artikel 20 van onderhavige wet hebben voldaan, verliezen het recht een dienstverbintenis bij het leger aan te gaan.

HOOFDSTUK II.**TAALSTELSEL IN HET LEGER.****§ V.**

Taalstelsel in de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, behalve de onderwijsinrichtingen.

ART. 43.

Het taalstelsel in het leger wordt derwijze geregeld, dat het gebruik, op gelijken voet, van de twee talen verzekerd is, uitgenomen wat het commando betreft.

ART. 44.

In de eenheden worden de soldaten, voor de individuele opleiding, ingedeeld in Vlaamsche en Fransche klassen, waarvan de oefenmeesters onderscheidenlijk de Vlaamsche en de Fransche taal grondig moeten kennen.

Voor degemeenschappelijke opleiding, worden de uitleggingen, op- en aanmerkingen der oversten in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven of gemaakt.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

CHAPITRE II.

RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ARMÉE.

§ 3 (ancien § V).

Régime linguistique des corps, services, établissements et autres organismes de l'armée à l'exception des établissements d'instruction.

ART. 43 (ancien art. 43).

Le régime linguistique de l'armée est réglé de manière à assurer l'emploi égal des deux langues dans le service militaire, sauf en ce qui concerne les commandements.

ART. 44 (ancien art. 44).

Dans les compagnies ou unités similaires, les soldats sont répartis pour l'instruction individuelle en classes linguistiques. Les instructeurs doivent connaître la langue de leurs soldats d'une manière approfondie.

Les hommes demeureront dans l'un de ces groupements ainsi constitués durant leur service militaire.

Les explications, remarques et observations collectives seront données ou faites à la compagnie ou unité similaire, dans les différentes langues employées par les classes linguistiques qui la composent.

HOOFDSTUK II.

TAALSTELSEL IN HET LEGER.

§ 3 (vroeger § V).

Taalstelsel in de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, behalve de onderwijsinrichtingen.

ART. 43.

Het taalstelsel in het leger wordt derwijze geregeld, dat het gebruik, op gelijken voet, van de twee talen verzekerd is, uitgenomen wat het commando betreft.

ART. 44 (vroeger art. 44).

In de compagnie's of gelijkaardige eenheden worden de soldaten, voor de individueele opleiding, ingedeeld in taalklassen. De oefenmeesters moeten de taal hunner soldaten grondig kennen.

De manschappen zullen in eene dezer aldus samengestelde groepeerings verblijven gedurende hun militairen diensttijd.

De gemeenschappelijke verklaringen, aanmerkingen en voorschriften worden in de compagnie of gelijkaardige eenheid gegeven of gedaan in de onderscheidene talen gebruikt door de taalklassen die de eenheid samenstellen.

Projet de loi.

ART. 45.

Les cours organisés dans les corps, services, établissements et organismes de l'armée, en vertu des prescriptions de l'article 20 de la présente loi comportent des classes françaises et des classes flamandes groupant les gradés dont la langue maternelle est respectivement le français ou le flamand.

Dans chaque catégorie de classes on enseigne le français et le flamand.

Les cours peuvent fonctionner en groupant plusieurs corps, services, établissements ou organismes.

Un cours spécial est organisé pour les candidats sous-lieutenants par les cadres en vue de la préparation à l'épreuve sur la connaissance de la langue flamande comprise dans l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

Les prescriptions du présent article sont applicables au personnel militaire subalterne de l'Administration centrale du Département de la Défense Nationale.

ART. 46.

Lorsque dans un corps, service, établissement ou organisme de l'armée le nombre de gradés connaissant l'une des langues nationales devient insuffisant pour assurer l'instruction ou le service dans cette langue, le chef de corps, service, établissement ou organisme, envoie dans les écoles ou sections placées sous le régime de l'autre langue en vertu des prescriptions du § VI B ci-après, un nombre suffisant de gradés pour parfaire le déficit.

Des cours spéciaux sont alors organisés dans les écoles à l'intention de ces gradés.

Ceux d'entre eux qui ont suivi ces cours avec succès jouissent d'un droit de priorité pour la nomination au grade supérieur.

Lorsqu'il n'existe pas d'écoles pour la formation ou le perfectionnement des gradés, le chef du corps, établissement, service ou organisme intéressé organise ou provoque l'organisation dans sa garnison des cours spéciaux précités.

Ontwerp van wet.

ART. 45.

De leergangen ingericht bij de korpsen, diensten, inrichtingen en organismen van het leger, krachtens de voorschriften van artikel 20 van onderhavige wet, begripen Fransche en Vlaamsche klassen voor de gegradeerden wier moedertaal onderscheidenlijk het Fransch of het Vlaamsch is.

In elke categorie klassen, worden de Fransche en Vlaamsche talen aangeleerd.

Die lessen mogen gegeven worden voor verschillende korpsen, diensten, inrichtingen of organismen te gader.

Er wordt een bijzondere leergang ingericht voor de candidaat-onderluitenanten uit de kaders, om hen voor te bereiden tot de proef over de kennis der Vlaamsche taal, begrepen in de proef voor het onderluitenantchap van het examen A.

De voorschriften van onderhavig artikel zijn toepasselijk op het lager militair personeel van het Hoofdbestuur aan het Departement van Landsverdiging.

ART. 46.

Wanneer in een korps, dienst, inrichting of organisme van het leger het aantal gegradeerden, die eene van beide landstalen kennen, ontoereikend wordt om de opleiding of den dienst in deze taal te verzekeren, dan zendt de korps-, dienst-, inrichtings-, of organisme-overste, om het tekort aan te vullen genoeg gegradeerden naar de scholen of secties, die krachtens de voorschriften van verderstaande § VI B, onder het stelsel der andere taal staan.

Voor die gegradeerden, worden er dan in de scholen bijzondere leergangen ingericht.

Deze onder hen, welke die leergangen met vrucht hebben gevolgd, hebben een voorkeurrecht voor de benoeming tot den hooger grad.

Wanneer er geen scholen voor de opleiding of de verbetering der gegradeerden zijn, brengt de betrokken korps-, inrichtings-, dienst- of organisme-overste de bovenvermelde bijzondere leergangen in zijn garnizoen tot stand, of lokt hij er de inrichting van uit.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 15 (ancien art. 45).

Il sera organisé dans les corps, services, établissements et organismes de l'armée, des classes françaises et des classes flamandes groupant les gradés dont la langue maternelle est respectivement le français ou le flamand.

Dans chaque catégorie de classes on enseigne le français et le flamand.

Les cours peuvent fonctionner en groupant plusieurs corps, services, établissements ou organismes.

La fréquentation de ces cours sera facultative.

Un cours spécial est organisé pour les candidats sous-lieutenants par les cadres en vue de la préparation à l'épreuve sur la connaissance de la langue flamande comprise dans l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

(Supprimer l'art. 46 du projet de loi.)

ART. 15 (vroeger art. 45).

Bij de korpsen, diensten, inrichtingen en organismen van het leger, worden Fransche en Vlaamsche klassen ingericht voor de gegradeerden wier moedertaal onderscheidenlijk het Fransch of het Vlaamsch is.

In elke categorie klassen, worden de Fransche en Vlaamsche talen aangeleerd.

Die lessen mogen gegeven worden voor verschillende korpsen, diensten, inrichtingen of organismen te gader.

Het bijwonen van die lessen is niet verplicht.

Er wordt een bijzondere leergang ingericht voor de candidaat-onderluitnants uit de kaders, om hen voor te bereiden tot de proef over de kennis der Vlaamsche taal, begrepen in de proef voor het onderluitnantschap van het examen A.

(Art. 46 van het ontwerp vervalt.)

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

§ VI.

§ VI.

Établissements d'instruction.

Onderwijsinrichtingen.

A. — *Prescriptions applicables à toutes les écoles.*A. — *Voorschriften toepasselijk op al de Scholen.*

ART. 47.

ART. 47.

Dans toutes les écoles, il est organisé des cours obligatoires de français et des cours obligatoires de flamand qui sont suivis par tous les élèves.

In al de scholen, worden er verplichtende leergangen in de Fransche taal en verplichtende leergangen in de Vlaamsche taal ingericht, die door al de leerlingen dienen gevolgd.

ART. 48.

ART. 48.

Dans toutes les écoles qui ont à leur programme l'enseignement des réglemens et des théories militaires, cet enseignement est donné en français et en flamand à tous les élèves.

In al de scholen, die het onderwijs van de militaire reglementen en theorieën op hun programma hebben, wordt dit onderwijs, aan al de leerlingen, in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven.

ART. 49.

ART. 49.

Dans toutes les écoles le temps attribué à l'étude du français et du flamand sera réparti de façon que les élèves consacrent à l'étude du flamand un même nombre d'heures qu'à l'étude du français.

In al de scholen moet de studietijd van het Fransch en het Vlaamsch zóó verdeeld worden, dat de leerlingen evenveel uren aan de studie van het Fransch, als van het Vlaamsch besteden.

ART. 50.

ART. 50.

Le personnel permanent des écoles est placé au point de vue du régime linguistique, sur le même pied que le personnel des corps de troupe.

Het vast personeel der scholen staat, in taalopzicht, op denzelfden voet als het personeel der troepenkorpsen.

ART. 51.

ART. 51.

Dans toutes les écoles le français et le flamand interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

Voor de algemeene rangschikking, moet, in al de scholen, aan het Fransch en aan het Vlaamsch hetzelfde waardecijfer toegekend worden.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

§ 4 (ancien § VI).

§ 4 (vroeger § VI).

Établissements d'instruction.

Onderwijsinrichtingen.

*A. — Prescriptions applicables
à toutes les écoles.*

*A. — Voorschriften toepasselijk
op al de Scholen.*

ART. 16 (ancien art. 47).

ART. 16 (vroeger art. 47).

Dans toutes les écoles, il est organisé des cours obligatoires de flamand et des cours obligatoires de français qui sont suivis par tous les élèves.

In al de scholen, worden er verplichtende leergangen in de Fransche taal en verplichtende leergangen in de Vlaamsche taal ingericht, die door al de leerlingen dienen gevolgd.

ART. 17 (ancien art. 48).

ART. 17 (vroeger art. 48).

Dans toutes les écoles qui ont à leur programme l'enseignement des règlements et les théories militaires, cet enseignement est donné en français et en flamand à tous les élèves.

In al de scholen, die het onderwijs van de militaire reglementen en theorieën op hun programma hebben, wordt dit onderwijs, aan al de leerlingen, in 't Fransch en in 't Vlaamsch gegeven.

ART. 18 (ancien art. 49).

ART. 18 (vroeger art. 49).

Dans toutes les écoles le temps attribué à l'étude du français et du flamand sera réparti de façon que les élèves consacrent à l'étude du flamand un même nombre d'heures qu'à l'étude du français.

In al de scholen moet de studietijd van het Fransch en het Vlaamsch zóó verdeeld worden, dat de leerlingen evenveel uren aan de studie van het Fransch, als van het Vlaamsch besteden.

ART. 19 (ancien art. 50).

ART. 19 (vroeger art. 50).

Le personnel permanent des écoles est placé au point de vue du régime linguistique, sur le même pied que le personnel des corps de troupe.

Het vast personeel der scholen staat, in taalopzicht, op denzelfden voet als het personeel der troepenkorpsen.

ART. 20 (ancien art. 51).

ART. 20 (vroeger art. 51).

Dans toutes les écoles le français et le flamand interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

Voor de algemeene rangschikking, moet, in al de scholen, aan het Fransch en aan het Vlaamsch hetzelfde waardecijfer toegekend worden.

Projet de loi.

ART. 52.

Les prescriptions des articles 48-49 et 51 sont applicables aux cours institués en vertu des prescriptions du 3^e alinéa de l'article 45 dans les corps, services, établissements et autres organismes de l'armée pour la préparation des candidats sous-lieutenants à l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

ART. 53.

Un arrêté royal fixera pour les diverses écoles et les divers cours les programmes des matières à enseigner en matière linguistique ainsi que le nombre d'heures à consacrer par an à l'étude des langues nationales.

B. — *Prescriptions particulières relatives aux écoles pour la formation et le perfectionnement des grades subalternes.*

ART. 54.

Les écoles de sous-officiers comportent en nombre égal des écoles à régime flamand et des écoles à régime français.

Toutefois lorsque le nombre total des élèves qui doivent suivre les mêmes cours est normalement inférieur à deux cents, il pourra n'y avoir qu'une seule école laquelle sera alors subdivisée en deux sections, l'une à régime flamand, l'autre à régime français.

Dans les écoles ou sections à régime flamand ou français l'enseignement se donne exclusivement en flamand ou en français sauf pour ce qui concerne l'application des articles 47 et 48 de la présente loi.

Ontwerp van wet

ART. 52.

De voorschriften van artikelen 48, 49 en 51 zijn toepasselijk op de leergangen, ingericht krachtens de voorschriften van het derde lid van artikel 45, bij de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, ter voorbereiding van de candidaat-onderluitnants tot de onderluitnantschapsproef van het examen A.

ART. 53.

Een Koninklijk besluit zal, voor de verschillende scholen en de verschillende leergangen, de programma's opmaken der op taalkundig gebied aan te leeren vakken, evenals het aantal uren bepalen, dat ieder jaar aan de studie der landstalen dient besteed te worden.

B. — *Bijzondere Voorschriften betreffende de Scholen ter Opleiding en Verbetering der lagere Gegradeerden.*

ART. 54.

Onder de scholen van onderofficieren zijn er evenveel met Vlaamsch als met Fransch stelsel.

Wanneer er evenwel, normalerwijze, geen twee honderd leerlingen in t' geheel zijn, die dezelfde leergangen moeten volgen, dan mag er maar ééne school bestaan, die dan in twee secties zal verdeeld worden, de eene met Vlaamsch, de andere met Fransch stelsel.

In de scholen of secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, wordt het onderwijs uitsluitend in 't Vlaamsch of in 't Fransch gegeven, behalve wat de toepassing van de artikelen 47 en 48 van onderhavige wet betreft.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 21 (ancien art. 52).

Les prescriptions des articles 17, 18 et 20 sont applicables aux cours institués en vertu des prescriptions du 5^e alinéa de l'article 15 dans les corps, services, établissements et autres organismes de l'armée pour la préparation des candidats sous-lieutenants à l'épreuve de la sous-lieutenance de l'examen A.

ART. 22 (ancien art. 53).

Un arrêté royal fixera pour les diverses écoles et les divers cours les programmes des matières à enseigner en matière linguistique ainsi que le nombre d'heures à consacrer par an à l'étude des langues nationales.

B. Prescriptions particulières relatives aux écoles pour la formation et le perfectionnement des grades subalternes.

ART. 23 (ancien art. 54).

Les écoles de sous-officiers comportent en nombre égal des écoles à régime flamand et des écoles à régime français.

Toutefois lorsque le nombre total des élèves qui doivent suivre les mêmes cours est normalement inférieur à deux cents, il pourra n'y avoir qu'une seule école laquelle sera alors subdivisée en deux sections, l'une à régime flamand, l'autre à régime français.

Dans les écoles ou sections à régime flamand ou français l'enseignement se donne exclusivement en flamand ou en français sauf pour ce qui concerne l'application des articles 16 et 17 de la présente loi.

ART. 21 (vroeger art. 52).

De voorschriften van de artikelen 17, 18 en 20 zijn toepasselijk op de leergangen, ingericht krachtens de voorschriften van het vijfde lid van artikel 15, bij de korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, ter voorbereiding van de candidaat-onderluitenant tot de onderluitenant schapsproef van het examen A.

ART. 22 (vroeger art. 53).

Een Koninklijk besluit zal, voor de verschillende scholen en de verschillende leergangen, de programma's opmaken der op taalkundig gebied aan te leeren vakken, evenals het aantal uren bepalen, dat ieder jaar aan de studie der landstalen dient besteed te worden.

B. — Bijzondere Voorschriften betreffende de Scholen ter opleiding en verbetering der lagere gegradeerden.

ART. 23 (vroeger art. 54).

Onder de scholen voor onderofficieren zijn er evenveel met Vlaamsch als met Fransch stelsel.

Wanneer er evenwel normalerwijze, geen tweehonderd leerlingen in 't geheel zijn, die dezelfde leergangen moeten volgen, dan mag er maar ééne school bestaan, die dan in twee secties zal verdeeld worden, de eene met Vlaamsch, de andere met Fransch stelsel.

In de scholen of secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, wordt het onderwijs uitsluitend in 't Vlaamsch of in 't Fransch gegeven, behalve wat de toepassing van de artikelen 16 en 17 van onderhavige wet betreft.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 55.

ART. 55.

Lorsqu'il y a lieu à application du second alinéa de l'article 54, le Commandant ou le Directeur de chacune des écoles qui comprennent deux sections de langues différentes, devra connaître d'une façon approfondie les deux langues nationales.

Wanneer er aanleiding bestaat tot toepassing van het 2° lid van artikel 54, dan moet de Commandant of de Bestuurder van ieder der scholen met twee secties met verschillende taal, de twee landstalen grondig kennen.

Toutefois, si aucun officier répondant à cette condition n'a la compétence, le grade ou l'ancienneté voulus, il pourra être dérogé à la prescription formulée ci-dessus. Dans ce cas il sera adjoint au commandant ou au directeur de l'école en cause, un commandant en second ou un directeur adjoint connaissant la langue flamande de façon approfondie.

Wanneer, echter, geen enkel in dit geval verkeerend officier de vereischte bevoegdheid, den graad of dienstouderdom heeft, dan mag er van bovenstaand voorschrift afgeweken worden. In dit geval, wordt er den commandant of den bestuurder der school een tweede-commandant of een hulpbestuurder toegevoegd, die het Vlaamsch grondig machtig is.

ART. 56.

ART. 56.

Les prescriptions des articles 54 et 55 de la présente loi sont d'application dans les écoles techniques et les écoles de perfectionnement pour les gradés inférieurs.

De voorschriften van de artikelen 54 en 55 van onderhavige wet zijn toepasselijk in de technische scholen en de oefenscholen voor lagere gradeerden.

Toutefois ces écoles pourront être organisées conformément au second alinéa de l'article 54 quelque soit le nombre d'élèves.

Die scholen mogen echter ingericht worden, overeenkomstig het tweede lid van artikel 54, om 't even hoeveel leerlingen er zijn.

ART. 57.

ART. 57.

Le personnel permanent des écoles ou sections à régime flamand ou français doit connaître la langue flamande ou la langue française de manière approfondie.

Het vast personeel der scholen of secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, moet de Vlaamsche of de Fransche taal grondig machtig zijn.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 24 (ancien art. 55).

ART. 24 (vroeger art. 55).

Lorsqu'il y a lieu à application du second alinéa de l'article 23, le commandant ou le directeur de chacune des écoles qui comprennent deux sections de langues différentes, devra connaître d'une façon approfondie les deux langues nationales.

Toutefois, si aucun officier répondant à cette condition n'a la compétence, le grade ou l'ancienneté voulus, il pourra être dérogé à la prescription formulée ci-dessus. Dans ce cas il sera adjoint au commandant ou au directeur de l'école en cause, un commandant en second ou un directeur-adjoint connaissant la langue flamande de façon approfondie.

Wanneer er aanleiding bestaat tot toepassing van het 2^e lid van artikel 23, dan moet de Commandant of de Bestuurder van ieder der scholen met twee secties met verschillende taal, de twee landstalen grondig kennen.

Wanneer, echter, geen enkel in dit geval verkeerend officier de vereischte bevoegdheid, den graad of dienstouderdom heeft, dan mag er van bovenstaand voorschrift afgeweken worden. In dit geval, wordt er den commandant of den bestuurder der school een tweede-commandant of een hulpbestuurder toegevoegd, die het Vlaamsch grondig machtig is.

ART. 25 (ancien art. 56).

ART. 25 (vroeger art. 56).

Les prescriptions des articles 23 et 24 de la présente loi sont d'application dans les écoles techniques et les écoles de perfectionnement pour les grades inférieurs.

Toutefois ces écoles pourront être organisées conformément au second alinéa de l'article 23 quelque soit le nombre d'élèves.

De voorschriften van de artikelen 23 en 24 van onderhavige wet zijn toepasselijk in de technische scholen en de oefenscholen voor lagere gegradeerden.

Die scholen mogen echter ingericht worden, overeenkomstig het tweede lid van artikel 23, om 't even hoeveel leerlingen er zijn.

ART. 26 (ancien art. 57).

ART. 26 (vroeger art. 57).

Le personnel permanent des écoles ou sections à régime flamand ou français doit connaître la langue flamande ou la langue française de manière approfondie.

Het vast personeel der scholen of secties met Vlaamsch of Fransch stelsel, moet de Vlaamsche of de Fransche taal grondig machtig zijn.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

C. — Écoles des pupilles.

C. — Pupillenscholen.

ART. 58.

ART. 58.

Il y a pour chaque degré de l'enseignement dans les écoles des pupilles un même nombre d'écoles des pupilles à régime français et d'écoles des pupilles à régime flamand ayant respectivement le français et le flamand comme langue véhiculaire.

Dans les écoles des pupilles à régime flamand, l'enseignement se donne entièrement en langue flamande.

Dans toutes les écoles des pupilles, les deux langues nationales sont enseignées d'une manière approfondie.

Le nombre d'élèves nouveaux à admettre annuellement dans les écoles des pupilles du degré primaire et du degré moyen est le même dans les écoles à régime français que dans les écoles à régime flamand.

Les prescriptions de l'article 57 ci-dessus sont applicables aux écoles des pupilles.

Voor iederen onderwijsgraad in de Pupillenscholen, zijn er evenveel Pupillenscholen met Fransch stelsel als Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel, met onderscheidenlijk het Fransch en het Vlaamsch als voertaal.

In de Vlaamsche Pupillenscholen, wordt gansch het onderwijs in het Vlaamsch gegeven.

In al de Pupillenscholen worden beide landstalen grondig aangeleerd.

Ieder jaar, worden er evenveel nieuwe leerlingen aangenomen in de Fransche Pupillenscholen van den lageren en den middelbaren graad, als in de Vlaamsche.

De voorschriften van hoogerstaand artikel 57 zijn op de Pupillenscholen toepasselijk.

ART. 59.

ART. 59.

Au moment où se terminent les cours de dernière année de chacun des degrés, les élèves des écoles des pupilles subissent devant les jurys provinciaux une épreuve sur la connaissance approfondie des deux langues nationales.

L'échec dans cette épreuve entraîne le renvoi du récipiendaire.

Wanneer de leergangen van het laatste studiejaar, in iederen graad, ten einde loopen, leggen de leerlingen der Pupillenscholen, vóór de provinciale beoordeelingsraden, een proef af over de grondige kennis van beide landstalen.

Zij, die in deze proef niet slagen, worden doorgezonden.

ART. 60.

ART. 60.

Les prescriptions des articles 58 et 59 de la présente loi sont d'application dans tous les établissements d'instruction relevant de l'armée, existant ou à créer, qui, comme les écoles des pupilles, ont un but de formation générale primaire ou moyenne.

De voorschriften van de artikelen 58 en 59 van onderhavige wet worden toegepast in al de bestaande of tot stand te brengen van het leger afhangende onderwijsinrichtingen, die zooals de Pupillenscholen, de algemeene lagere of middelbare vorming beoogen.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

C. — *Écoles des pupilles*

C. — *Pupillenscholen.*

ART. 27 (ancien art. 58).

ART. 27 (vroeger art. 58).

Il y a pour chaque degré de l'enseignement dans les écoles des pupilles un même nombre d'écoles des pupilles à régime français et d'écoles des pupilles à régime flamand ayant respectivement le français et le flamand comme langue véhiculaire.

Dans les écoles des pupilles à régime flamand, l'enseignement se donne entièrement en langue flamande.

Dans toutes les écoles des pupilles, les deux langues nationales sont enseignées d'une manière approfondie.

(Supprimer l'alinéa 4 de l'art. 58).

Voor iederen onderwijsgraad in de Pupillenscholen, zijn er evenveel Pupillenscholen met Fransch stelsel als Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel, met onderscheidenlijk het Fransch en het Vlaamsch als voertaal.

In de Vlaamsche Pupillenscholen, wordt gansch het onderwijs in het Vlaamsch gegeven.

In al de Pupillenscholen worden beide landstalen grondig aangeleerd.

(Lid 4 van art. 58 vervalt).

Les prescriptions de l'article 26 ci-dessus sont applicables aux écoles des pupilles

De voorschriften van hoogerstaand artikel 26 zijn op de Pupillenscholen toepasselijk.

(Supprimer les art. 59 et 60 du projet de loi).

(Art. 59 en 60 van het ontwerp vervallen).

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

§ VII.

§ VII.

Du contrôle.

Over het Toezicht.

Art. 61.

Art. 61.

Le Ministre de la Défense Nationale organise le contrôle de l'exécution des dispositions de la présente loi.

Le contrôle de l'enseignement des deux langues nationales dans tous les établissements d'instruction relevant de l'armée sera exercé au nom du Ministre de la Défense Nationale par un officier général.

Dans les corps, services, unité, organismes ou établissements de l'armée, à l'exclusion des établissements d'instruction, le contrôle de l'exécution des prescriptions de la présente loi sera exercé par les diverses autorités hiérarchiques sous leur responsabilité envers le Ministre de la Défense Nationale.

De Minister van Landsverdediging richt het toezicht in over de uitvoering der bepalingen van onderhavige wet,

Het toezicht over het onderwijs van de twee landstalen in al de van het leger afhangende onderwijsinrichtingen wordt, in naam van den Minister van Landsverdediging, door eenen opperofficier uitgeoefend.

Het toezicht over de uitvoering der voorschriften van onderhavige wet in de korpsen, diensten, eenheden, inrichtingen of organismen van het leger, behalve in de onderwijsinrichtingen, wordt, op eigen verantwoordelijkheid jegens den Minister van Landsverdediging, door de verschillende hiërarchische overheden uitgeoefend.

§ VIII.

§ VIII.

Des traductions.

Over de Vertalingen.

Art. 62.

Art. 62.

Il existe auprès de chacun des états-majors des grandes unités de l'armée, un service de traduction.

Le personnel de chacun des services de traduction dont il est question ci-dessus est en principe composé de militaires.

Il est dirigé par un officier.

Bij ieder van de staven der groote eenheden van het leger bestaat er een vertaaldienst.

In beginsel, bestaat het personeel van iederen vertaaldienst, waarvan hier sprake, uit militairen.

Hij wordt door eenen officier bestuurd.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

(Supprimer l'art. 61 du projet de loi.)

(Art. 61 van het ontwerp vervalt.)

§ 5 (ancien § VIII).

§ 5 (vroeger § VIII).

Des traductions.

Over de Vertalingen.

ART. 28 (ancien art. 62).

ART. 28 (vroeger art. 62).

Il existe auprès de chacun des états-majors des grandes unités de l'armée, un service de traduction.

Le personnel de chacun des services de traduction dont il est question ci-dessus est en principe composé de militaires.

Il est dirigé par un officier.

Bij ieder van de staven der groote eenheden van het leger bestaat er een vertaaldienst.

In beginsel, bestaat het personeel van iederen vertaaldienst, waarvan hier sprake, uit militairen.

Hij wordt dooreenen officier bestuurd.

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 63.

ART. 63.

Des traducteurs peuvent être attachés suivant les besoins, à des corps, établissements, organismes ou services relevant de l'armée.

Naarmate de behoeften, kunnen er bij de korpsen, inrichtingen, organismen of diensten van het leger, vertalers aangesteld worden.

§ IX.

§ IX.

Emploi des langues dans les rapports avec la troupe, le public, les autorités administratives.

Gebruik der Talen in de betrekkingen met den Troep, het Publiek, de bestuurlijke Overheden.

ART. 64.

ART. 64.

Les avis et communications que les autorités militaires adressent au public sont rédigés en français et en flamand, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

De berichten en mededeelingen van de militaire overheden tot het publiek zijn in 't Fransch en in 't Vlaamsch opgesteld, beide teksten nevens elkaar.

ART. 65.

ART. 65.

Tous les documents destinés à être distribués ou affichés sont publiés dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

Al de stukken, bestemd om uitgeleend of aangeplakt te worden, moeten in beide talen worden bekendgemaakt, de twee teksten nevens elkaar.

Les communications verbales de toute nature faites à la troupe sont formulées successivement et sans interruption dans les deux langues nationales, notamment lors des remises de drapeaux et de décorations.

De mondelinge mededeelingen van allen aard aan den troep, namelijk bij eene vaandelinwijding of uitreiking van eeretekens, worden, achtereen en zonder onderbreking in beide landstalen gedaan.

ART. 66.

ART. 66.

Les correspondances des autorités militaires avec les autorités administratives se font conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 1924 concernant l'emploi des langues en matière administrative.

De briefwisseling tusschen de militaire en de burgerlijke overheden geschiedt overeenkomstig de bepalingen der wet van 31 Juli 1924, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

ART. 29 (ancien art. 63).

Des traducteurs peuvent être attachés suivant les besoins à des corps, établissements, organismes ou services relevant de l'armée.

ART. 29 (vroeger art. 63).

Naarmate de behoeften, kunnen er bij de korpsen, inrichtingen, organismen of diensten van het leger, vertalers aangesteld worden.

§ 6 (ancien § IX).

Emploi des langues dans les rapports avec la troupe, le public, les autorités administratives.

§ 6 (vroeger § IX).

Gebruik der Talen in de betrekkingen met den Troep, het Publiek, de bestuurlijke Overheden.

ART. 30 (ancien art. 64).

Les avis et communications que les autorités militaires adressent au public sont rédigés en français et en flamand les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

ART. 30 (vroeger art. 64).

De berichten en mededeelingen van de militaire overheden tot het publiek zijn in 't Fransch en in 't Vlaamsch opgesteld, beide teksten nevens elkaar.

ART. 31 (ancien art. 65).

Tous les documents destinés à être distribués ou affichés sont publiés dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

Les communications verbales de toutes nature faites à la troupe sont formulées successivement et sans interruption dans les deux langues nationales, notamment lors des remises de drapeaux et de décorations.

ART. 31 (vroeger art. 65).

Al de stukken, bestemd om uitgedeeld of aangeplakt te worden, moeten in beide talen worden bekendgemaakt, de twee teksten nevens elkaar.

De mondelinge mededeelingen van allen aard aan den troep, namelijk bij eene vaandelinwijding of uitreiking van eereteekens, worden, achtereen en zonder onderbreking in beide landstalen gedaan.

ART. 32 (ancien art. 66).

Les correspondances des autorités militaires avec les autorités administratives se font conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 1921 concernant l'emploi des langues en matières administrative.

ART. 32 (vroeger art. 66).

De briefwisseling tusschen de militaire en de burgerlijke overheden geschiedt overeenkomstig de bepalingen der wet van 31 Juli 1921, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Projet de loi.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 67.

Les dispositions de la présente loi concernant les diverses catégories de militaires sont applicables suivant le cas :

a) Au corps de la gendarmerie ;
b) Sauf toutefois celles des articles 2 et 3 pour les candidats officiers de réserve, à tous les officiers et candidats officiers des armes et des services de l'armée qu'il s'agisse :

- 1^o D'officiers des cadres actifs, d'officiers des cadres de réserve ou d'officiers commissionnés ;
- 2^o De grades à conférer à titre effectif ou par assimilation ;

c) A tous les candidats-gradés et gradés quels que soient les corps, services, établissements ou organismes auxquels ils appartiennent, qu'il s'agisse :

- 1^o De grades à conférer à titre définitif, à titre temporaire ou par assimilation ;
- 2^o De l'attribution d'un rang ou de l'assimilation à un rang ;
- 3^o De volontaires, de rengagés ou de miliciens.

En ce qui concerne l'application de l'article 17, il n'est pas fait de distinction entre les militaires présents sous les armes et ceux en congé illimité.

d) Aux fonctionnaires et employés, militaires ou civils, appartenant aux corps, services, établissements et autres organismes de l'armée, titulaires d'emplois ou de fonctions donnant rang d'officiers ou assimilant à ce rang, ainsi qu'aux candidats aux emplois ou fonctions en tenant compte de la correspondance existante entre les titres civils et les grades militaires ;

e) Au personnel civil subalterne permanent faisant partie des corps, établissements, services et autres organismes de l'armée en tenant compte de la correspondance existante entre les titres civils et les grades militaires.

Ontwerp van wet.

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

ART. 67.

De beschikkingen van onderhavige wet betreffende de verschillende categorieën militairen, zijn, volgens het geval, toepasselijk :

a) Op het Gendarmerie-korps ;
b) Behalve, echter, deze van de artikelen 2 en 3 voor de candidaat-reserve-officieren, op al de officieren en candidaat-officieren der wapens of diensten van het leger, om 't even waar het geldt :

- 1^o Officieren uit de werkdadige kaders, officieren uit de reserve-kaders, of aangestelde officieren ;
- 2^o Vaste of bij gelijkstelling te verleen graden ;

c) Op al de candidaat-gegradeerden en gegradeerden tot welk korps, dienst, inrichting of organisme zij ook behooren, om 't even waar het geldt :

- 1^o Vaste, tijdelijke, of bij gelijkstelling te verleen graden ;
- 2^o Toekenning van eenen rang of gelijkstelling met eenen rang ;
- 3^o Vrijwilligers, opniewdienenden of miliciens.

Wat de toepassing van artikel 17 betreft, wordt er geen onderscheid gemaakt tusschen de onder de wapens zijnde militairen en deze met onbepaald verlof.

d) Op de ambtenaren en beambten, militairen of burgers, bij korpsen, diensten, inrichtingen en andere organismen van het leger, houders van betrekkingen of ambten, die den rang van officier verleen of hen met dien rang gelijkstellen, evenals op de candidaten voor die betrekkingen of ambten, met inachtneming van de tusschen de burgerlijke titels en de militaire graden bestaande verhouding.

e) Op het vast lager burgerlijk personeel dat deel uitmaakt van de korpsen, inrichtingen, diensten en andere organismen van het leger, met inachtneming van de tusschen de burgerlijke titels en de militaire graden bestaande verhouding.

Texte amendé par la Commission.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 33 (ancien art. 67).

Les dispositions de la présente loi concernant les diverses catégories de militaires sont applicables suivant le cas :

- a) Au corps de la gendarmerie;
- b) Sauf toutefois celles des articles 2 et 3 pour les candidats officiers de réserve, à tous les officiers et candidats officiers des armes et des services de l'armée, qu'il s'agisse :

1° D'officiers des cadres actifs, d'officiers des cadres de réserve ou d'officiers commissionnés;

2° De grades à conférer à titre effectif ou par assimilation.

(Supprimer les litt. c à e de l'art. 67 du projet de loi).

Tekst door de Commissie gewijzigd.

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

ART. 33 (vroeger art. 67).

De beschikkingen van onderhavige wet betreffende de verschillende categorieën militairen, zijn, volgens het geval, toepasselijk :

- a) Op het Gendarmerie-korps;
- b) Behalve, echter, deze van de artikelen 2 en 3 voor de candidaat-reserve-officiëren, op al de officieren en candidaat-officiëren der wapens of diensten van het leger, om 't even waar het geldt :

1° Officiëren uit de werkdadige kaders, officieren uit de reservekaders, of aangestelde officieren;

2° Vaste of bij gelijkstelling te verleenē graden;

(Litt. c tot e van art. 67 van het ontwerp vervallen).

Projet de loi.

Ontwerp van wet.

ART. 68.

Les dispositions de l'article 67 relatives aux fonctionnaires et employés civils sont exécutoires sans préjudice des prescriptions de la loi du 31 juillet 1921 sur l'usage des langues en matière administrative.

ART. 68.

De bepalingen van artikel 67 betreffende de burgerlijke ambtenaren en beambten zijn uitvoerbaar, onverminderd de voorschriften der wet van 31 Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

ART. 69.

Les dispositions du § VI du chapitre II de la présente loi sont applicables à toutes les écoles ou autres établissements d'instruction qui sont ou qui seront organisés dans l'armée suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

ART. 69.

De beschikkingen van § VI van het 2^e hoofdstuk van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de scholen of andere onderwijsinrichtingen, die in het leger ingericht of zullen ingericht worden, volgens de categorie waartoe zij behoren.

Les prescriptions des articles 13 et 14 de la présente loi sont applicables, par analogie, à tous les cours et établissements d'instruction supérieure relevant de l'armée, existant ou à créer, à l'exclusion de l'école militaire et de l'école d'application.

De voorschriften van de artikelen 13 en 14 van onderhavige wet zijn, bij uitbreiding, toepasselijk op al de bestaande of tot stand te brengen leergangen of inrichtingen voor hooger onderwijs van het leger, behalve op de Militaire School en op de Oefenschool.

ART. 70.

Un règlement général sur l'usage des langues dans l'armée contenant le texte de la présente loi, ainsi que le texte des arrêtés et autres dispositions qui seront pris en vue d'en assurer l'exécution, sera publié avant le 31 décembre 1923.

ART. 70.

Vóór 31 December 1923, zal er een algemeen reglement op het gebruik der talen in het leger met den tekst van onderhavige wet, evenals dien van de besluiten en andere beschikkingen die zullen getroffen worden, om de uitvoering er van te verzekeren, uitgegeven worden.

ART. 71.

La loi du 2 juillet 1913 cessera d'être appliquée le 31 décembre 1923.

ART. 71.

De wet van 2 Juli 1913 zal van af 31 December 1923 niet meer toepasselijk zijn.

La présente loi rentrera en vigueur le 1^{er} janvier 1924 au plus tard, sauf pour les articles où une autre date est expressément spécifiée.

Onderhavige wet treedt uiterlijk op 1 Januari 1924 in werking, behalve de artikelen waarin uitdrukkelijk een andere datum is bepaald.

Texte amendé par la Commission.

Tekst door de Commissie gewijzigd.

(Supprimer l'art. 68 du projet de loi.)

(Art. 68 van het ontwerp vervalt.)

ART. 34 (ancien art. 69).

Les dispositions du § IV du chapitre II de la présente loi sont applicables à toutes les écoles ou autres établissements d'instruction qui sont ou qui seront organisés dans l'armée suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

ART. 34 (vroeger art. 69).

De beschikkingen van § IV van het hoofdstuk II van onderhavige wet zijn toepasselijk op al de scholen of andere onderwijsinrichtingen, die in het leger ingericht of zullen ingericht worden, volgens de categorie waartoe zij behoren.

ART. 35 (ancien art. 70).

Un règlement général sur l'usage des langues dans l'armée contenant le texte de la présente loi, ainsi que le texte des arrêtés et autres dispositions qui seront pris en vue d'en assurer l'exécution sera publié le 31 décembre 1923.

ART. 35 (vroeger art. 70).

Vóór 31 December 1923, zal er een algemeen reglement op het gebruik der talen in het leger met den tekst van onderhavige wet, evenals dien van de besluiten en andere beschikkingen die zullen getroffen worden, om de uitvoering er van te verzekeren, uitgegeven worden.

ART. 36 (ancien art. 71).

La loi du 2 juillet 1913 cessera d'être appliquée le 31 décembre 1923.

ART. 36 (vroeger art. 71).

De wet van 2 Juli 1913 zal van af 31 December 1923 niet meer toepasselijk zijn.

La présente loi rentrera en vigueur le 1^{er} janvier 1924 au plus tard, sauf pour les articles où une autre date est expressément spécifiée.

Onderhavige wet treedt uiterlijk op 1 Januari 1924 in werking, behalve de artikelen waarin uitdrukkelijk een andere datum is bepaald.